



ORDER PAPER
AND
NOTICE PAPER

FEUILLETON
ET
FEUILLETON DES PRÉAVIS

N° 231

Thursday, September 27, 2018

Le jeudi 27 septembre 2018

Hour of meeting
1:30 p.m.

Heure de la séance
13 h 30

For further information, contact the
Journals Office – (613) 992-2914 or (613) 992-0885

S'adresser au Bureau des Journaux pour toute demande
de renseignements – (613) 992-0885 ou (613) 992-2914

Order of Business

(The following is an outline of a typical sitting day in the Senate. Variations are possible subject to the Rules and to the decisions of the Senate.)

Senators' Statements (15 minutes)

ROUTINE PROCEEDINGS (30 minutes)

1. Tabling of Documents
2. Presenting or Tabling Reports from Committees
3. Government Notices of Motions
4. Government Notices of Inquiries
5. Introduction and First Reading of Government Bills
6. Introduction and First Reading of Senate Public Bills
7. First Reading of Commons Public Bills
8. Reading of Petitions for Private Bills
9. Introduction and First Reading of Private Bills
10. Tabling of Reports from Interparliamentary Delegations
11. Notices of Motions
12. Notices of Inquiries
13. Tabling of Petitions

Question Period (30 minutes)

Delayed Answers

ORDERS OF THE DAY

Government Business

- Bills — Messages from the House of Commons
- Bills — Third Reading
- Bills — Reports of Committees
- Bills — Second Reading
- Reports of Committees — Other
- Motions
- Inquiries
- Other

Other Business

- Bills — Messages from the House of Commons
- Senate Public Bills — Third Reading
- Commons Public Bills — Third Reading
- Private Bills — Third Reading
- Senate Public Bills — Reports of Committees
- Commons Public Bills — Reports of Committees
- Private Bills — Reports of Committees
- Senate Public Bills — Second Reading
- Commons Public Bills — Second Reading
- Private Bills — Second Reading
- Reports of Committees — Other
- Motions
- Inquiries
- Other

NOTICE PAPER

- Notices of Motions
- Notices of Inquiries

Ordre des travaux

(Voici un aperçu d'une séance typique du Sénat. Des variantes sont possibles, sous réserve de l'application du Règlement et des décisions du Sénat.)

Déclarations de sénateurs (15 minutes)

AFFAIRES COURANTES (30 minutes)

1. Dépôt de documents
2. Présentation ou dépôt de rapports de comités
3. Préavis de motions du gouvernement
4. Préavis d'interpellations du gouvernement
5. Dépôt et première lecture de projets de loi du gouvernement
6. Dépôt et première lecture de projets de loi d'intérêt public du Sénat
7. Première lecture de projets de loi d'intérêt public des Communes
8. Lecture de pétitions pour des projets de loi d'intérêt privé
9. Dépôt et première lecture de projets de loi d'intérêt privé
10. Dépôt de rapports de délégations interparlementaires
11. Préavis de motions
12. Préavis d'interpellations
13. Dépôt de pétitions

Période des questions (30 minutes)

Réponses différées

ORDRE DU JOUR

Affaires du gouvernement

- Projets de loi — Messages de la Chambre des communes
- Projets de loi — Troisième lecture
- Projets de loi — Rapports de comités
- Projets de loi — Deuxième lecture
- Rapports de comités — Autres
- Motions
- Interpellations
- Autres Affaires

Autres affaires

- Projets de loi — Messages de la Chambre des communes
- Projets de loi d'intérêt public du Sénat — Troisième lecture
- Projets de loi d'intérêt public des Communes — Troisième lecture
- Projets de loi d'intérêt privé — Troisième lecture
- Projets de loi d'intérêt public du Sénat — Rapports de comités
- Projets de loi d'intérêt public des Communes — Rapports de comités
- Projets de loi d'intérêt privé — Rapports de comités
- Projets de loi d'intérêt public du Sénat — Deuxième lecture
- Projets de loi d'intérêt public des Communes — Deuxième lecture
- Projets de loi d'intérêt privé — Deuxième lecture
- Rapports de comités — Autres
- Motions
- Interpellations
- Autres Affaires

FEUILLETON DES PRÉAVIS

- Préavis de motions
- Préavis d'interpellations

ORDERS OF THE DAY**ORDRE DU JOUR****GOVERNMENT BUSINESS****AFFAIRES DU GOUVERNEMENT****Bills – Messages from the House of Commons****Projets de loi – Messages de la
Chambre des communes**

Nil

Aucun

Bills – Third Reading**Projets de loi – Troisième lecture****No. 1.****N° 1.**

September 25, 2018—Third reading of Bill C-51, An Act to amend the Criminal Code and the Department of Justice Act and to make consequential amendments to another Act.

Le 25 septembre 2018—Troisième lecture du projet de loi C-51, Loi modifiant le Code criminel et la Loi sur le ministère de la Justice et apportant des modifications corrélatives à une autre loi.

Bills – Reports of Committees**Projets de loi – Rapports de comités**

Nil

Aucun

Bills – Second Reading**Projets de loi – Deuxième lecture****No. 1.****N° 1.**

September 26, 2018—Resuming debate on the motion of the Honourable Senator Coyle, seconded by the Honourable Senator Pratte, for the second reading of Bill C-21, An Act to amend the Customs Act.

Le 26 septembre 2018—Reprise du débat sur la motion de l'honorable sénatrice Coyle, appuyée par l'honorable sénateur Pratte, tendant à la deuxième lecture du projet de loi C-21, Loi modifiant la Loi sur les douanes.

No. 2.**N° 2.**

September 25, 2018—Resuming debate on the motion of the Honourable Senator Saint-Germain, seconded by the Honourable Senator Woo, for the second reading of Bill C-47, An Act to amend the Export and Import Permits Act and the Criminal Code (amendments permitting the accession to the Arms Trade Treaty and other amendments).

Le 25 septembre 2018—Reprise du débat sur la motion de l'honorable sénatrice Saint-Germain, appuyée par l'honorable sénateur Woo, tendant à la deuxième lecture du projet de loi C-47, Loi modifiant la Loi sur les licences d'exportation et d'importation et le Code criminel (modifications permettant l'adhésion au Traité sur le commerce des armes et autres modifications).

No. 3.

June 5, 2018—Resuming debate on the motion of the Honourable Senator Jaffer, seconded by the Honourable Senator Cordy, for the second reading of Bill C-48, An Act respecting the regulation of vessels that transport crude oil or persistent oil to or from ports or marine installations located along British Columbia's north coast.

No. 4.

May 1, 2018—Resuming debate on the motion of the Honourable Senator Bovey, seconded by the Honourable Senator Harder, P.C., for the second reading of Bill C-55, An Act to amend the Oceans Act and the Canada Petroleum Resources Act.

No. 5.

June 14, 2018—Resuming debate on the motion of the Honourable Senator Griffin, seconded by the Honourable Senator Christmas, for the second reading of Bill C-57, An Act to amend the Federal Sustainable Development Act.

No. 6.

September 25, 2018—Resuming debate on the motion of the Honourable Senator Gold, seconded by the Honourable Senator Moncion, for the second reading of Bill C-59, An Act respecting national security matters.

No. 7.

September 19, 2018—Resuming debate on the motion of the Honourable Senator Bellemare, seconded by the Honourable Senator Harder, P.C., for the second reading of Bill C-62, An Act to amend the Federal Public Sector Labour Relations Act and other Acts.

No. 8.

September 18, 2018—Second reading of Bill C-64, An Act respecting wrecks, abandoned, dilapidated or hazardous vessels and salvage operations.

No. 9.

June 20, 2018—Second reading of Bill C-68, An Act to amend the Fisheries Act and other Acts in consequence.

No. 10.

September 18, 2018—Resuming debate on the motion of the Honourable Senator Mitchell, seconded by the Honourable Senator Pratte, for the second reading of Bill C-69, An Act to enact the Impact Assessment Act and the Canadian Energy Regulator Act, to amend the Navigation Protection Act and to make consequential amendments to other Acts.

N° 3.

Le 5 juin 2018—Reprise du débat sur la motion de l'honorable sénatrice Jaffer, appuyée par l'honorable sénatrice Cordy, tendant à la deuxième lecture du projet de loi C-48, Loi concernant la réglementation des bâtiments transportant du pétrole brut ou des hydrocarbures persistants à destination ou en provenance des ports ou des installations maritimes situés le long de la côte nord de la Colombie-Britannique.

N° 4.

Le 1^{er} mai 2018—Reprise du débat sur la motion de l'honorable sénatrice Bovey, appuyée par l'honorable sénateur Harder, C.P., tendant à la deuxième lecture du projet de loi C-55, Loi modifiant la Loi sur les océans et la Loi fédérale sur les hydrocarbures.

N° 5.

Le 14 juin 2018—Reprise du débat sur la motion de l'honorable sénatrice Griffin, appuyée par l'honorable sénateur Christmas, tendant à la deuxième lecture du projet de loi C-57, Loi modifiant la Loi fédérale sur le développement durable.

N° 6.

Le 25 septembre 2018—Reprise du débat sur la motion de l'honorable sénateur Gold, appuyée par l'honorable sénatrice Moncion, tendant à la deuxième lecture du projet de loi C-59, Loi concernant des questions de sécurité nationale.

N° 7.

Le 19 septembre 2018—Reprise du débat sur la motion de l'honorable sénatrice Bellemare, appuyée par l'honorable sénateur Harder, C.P., tendant à la deuxième lecture du projet de loi C-62, Loi modifiant la Loi sur les relations de travail dans le secteur public fédéral et d'autres lois.

N° 8.

Le 18 septembre 2018—Deuxième lecture du projet de loi C-64, Loi concernant les épaves, les bâtiments délabrés, abandonnés ou dangereux et les opérations d'assistance.

N° 9.

Le 20 juin 2018—Deuxième lecture du projet de loi C-68, Loi modifiant la Loi sur les pêches et d'autres lois en conséquence.

N° 10.

Le 18 septembre 2018—Reprise du débat sur la motion de l'honorable sénateur Mitchell, appuyée par l'honorable sénateur Pratte, tendant à la deuxième lecture du projet de loi C-69, Loi édictant la Loi sur l'évaluation d'impact et la Loi sur la Régie canadienne de l'énergie, modifiant la Loi sur la protection de la navigation et apportant des modifications corrélatives à d'autres lois.

No. 11.

September 25, 2018—Second reading of Bill C-71, An Act to amend certain Acts and Regulations in relation to firearms.

N° 11.

Le 25 septembre 2018—Deuxième lecture du projet de loi C-71, Loi modifiant certaines lois et un règlement relatifs aux armes à feu.

Reports of Committees – Other**No. 12.**

May 30, 2018—Consideration of the eighteenth report of the Standing Senate Committee on Foreign Affairs and International Trade (*Subject matter of Bill C-74, An Act to implement certain provisions of the budget tabled in Parliament on February 27, 2018 and other measures*), tabled in the Senate on May 30, 2018.

N° 12.

Le 30 mai 2018—Étude du dix-huitième rapport du Comité sénatorial permanent des affaires étrangères et du commerce international (*Teneur du projet de loi C-74, Loi portant exécution de certaines dispositions du budget déposé au Parlement le 27 février 2018 et mettant en œuvre d'autres mesures*), déposé au Sénat le 30 mai 2018.

No. 13.

May 30, 2018—Consideration of the first report of the Special Committee on the Arctic (*Subject matter of Bill C-74, An Act to implement certain provisions of the budget tabled in Parliament on February 27, 2018 and other measures*), tabled in the Senate on May 30, 2018.

N° 13.

Le 30 mai 2018—Étude du premier rapport du Comité spécial sur l'Arctique (*Teneur du projet de loi C-74, Loi portant exécution de certaines dispositions du budget déposé au Parlement le 27 février 2018 et mettant en œuvre d'autres mesures*), déposé au Sénat le 30 mai 2018.

No. 15.

May 31, 2018—Consideration of the seventeenth report (interim) of the Standing Senate Committee on National Security and Defence (*Subject matter of Bill C-74, An Act to implement certain provisions of the budget tabled in Parliament on February 27, 2018 and other measures*), tabled in the Senate on May 31, 2018.

N° 15.

Le 31 mai 2018—Étude du dix-septième rapport (intérimaire) du Comité sénatorial permanent de la sécurité nationale et de la défense (*Teneur du projet de loi C-74, Loi portant exécution de certaines dispositions du budget déposé au Parlement le 27 février 2018 et mettant en œuvre d'autres mesures*), déposé au Sénat le 31 mai 2018.

No. 16.

June 5, 2018—Resuming debate on the consideration of the twenty-second report of the Standing Senate Committee on Banking, Trade and Commerce (*Subject matter of Bill C-74, An Act to implement certain provisions of the budget tabled in Parliament on February 27, 2018 and other measures*), tabled in the Senate on May 31, 2018.

N° 16.

Le 5 juin 2018—Reprise du débat sur l'étude du vingt-deuxième rapport du Comité sénatorial permanent des banques et du commerce (*Teneur du projet de loi C-74, Loi portant exécution de certaines dispositions du budget déposé au Parlement le 27 février 2018 et mettant en œuvre d'autres mesures*), déposé au Sénat le 31 mai 2018.

No. 17.

May 31, 2018—Consideration of the twenty-fifth report of the Standing Senate Committee on Legal and Constitutional Affairs (*Subject matter of Bill C-74, An Act to implement certain provisions of the budget tabled in Parliament on February 27, 2018 and other measures*), tabled in the Senate on May 31, 2018.

N° 17.

Le 31 mai 2018—Étude du vingt-cinquième rapport du Comité sénatorial permanent des affaires juridiques et constitutionnelles (*Teneur du projet de loi C-74, Loi portant exécution de certaines dispositions du budget déposé au Parlement le 27 février 2018 et mettant en œuvre d'autres mesures*), déposé au Sénat le 31 mai 2018.

Motions**No. 1.**

December 8, 2015—Resuming debate on the motion of the Honourable Senator Jaffer, seconded by the Honourable Senator Cordy:

That the following Address be presented to His Excellency the Governor General of Canada:

To His Excellency the Right Honourable David Johnston, Chancellor and Principal Companion of the Order of Canada, Chancellor and Commander of the Order of Military Merit, Chancellor and Commander of the Order of Merit of the Police Forces, Governor General and Commander-in-Chief of Canada.

MAY IT PLEASE YOUR EXCELLENCY:

We, Her Majesty's most loyal and dutiful subjects, the Senate of Canada in Parliament assembled, beg leave to offer our humble thanks to Your Excellency for the gracious Speech which Your Excellency has addressed to both Houses of Parliament.

No. 210.**By the Honourable Senator Bellemare:**

September 26, 2018—That, in order to allow the Senate to receive a Minister of the Crown during Question Period as authorized by the Senate on December 10, 2015, and notwithstanding rule 4-7, when the Senate sits on Tuesday, October 2, 2018, Question Period shall begin at 3:30 p.m., with any proceedings then before the Senate being interrupted until the end of Question Period, which shall last a maximum of 40 minutes;

That, if a standing vote would conflict with the holding of Question Period at 3:30 p.m. on that day, the vote be postponed until immediately after the conclusion of Question Period;

That, if the bells are ringing for a vote at 3:30 p.m. on that day, they be interrupted for Question Period at that time, and resume thereafter for the balance of any time remaining; and

That, if the Senate concludes its business before 3:30 p.m. on that day, the sitting be suspended until that time for the purpose of holding Question Period.

No. 211.**By the Honourable Senator Bellemare:**

September 26, 2018—That, when the Senate next adjourns after the adoption of this motion, it do stand adjourned until Tuesday, October 2, 2018, at 2 p.m.

Motions**N° 1.**

Le 8 décembre 2015—Reprise du débat sur la motion de l'honorable sénatrice Jaffer, appuyée par l'honorable sénatrice Cordy,

Que l'Adresse, dont le texte suit, soit présentée à Son Excellence le Gouverneur général du Canada :

À Son Excellence le très honorable David Johnston, Chancelier et Compagnon principal de l'Ordre du Canada, Chancelier et Commandeur de l'Ordre du mérite militaire, Chancelier et Commandeur de l'Ordre du mérite des corps policiers, Gouverneur général et Commandant en chef du Canada.

QU'IL PLAISE À VOTRE EXCELLENCE :

Nous, sujets très dévoués et fidèles de Sa Majesté, le Sénat du Canada, assemblé en Parlement, prions respectueusement Votre Excellence d'agréer nos humbles remerciements pour le gracieux discours qu'elle a adressé aux deux Chambres du Parlement.

N° 210.**Par l'honorable sénatrice Bellemare :**

Le 26 septembre 2018—Que, pour permettre au Sénat de recevoir un ministre de la Couronne au cours de la période des questions tel qu'autorisé par le Sénat le 10 décembre 2015, et nonobstant ce que prévoit l'article 4-7 du Règlement, lorsque le Sénat siégera le mardi 2 octobre 2018, la période des questions commence à 15 h 30, toutes les délibérations alors en cours au Sénat étant interrompues jusqu'à la fin de la période des questions, qui sera d'une durée maximale de 40 minutes;

Que, si un vote par appel nominal coïncide avec la période des questions tenue à 15 h 30 ce jour-là, ce vote soit reporté et ait lieu immédiatement après la période des questions;

Que, si la sonnerie d'appel pour un vote retentit à 15 h 30 ce jour-là, elle cesse de se faire entendre pendant la période des questions et qu'elle retentisse de nouveau à la fin de la période des questions pour le temps restant;

Que, si le Sénat termine ses travaux avant 15 h 30 ce jour-là, la séance soit suspendue jusqu'à 15 h 30, heure de la période des questions.

N° 211.**Par l'honorable sénatrice Bellemare :**

Le 26 septembre 2018—Que, lorsque le Sénat s'ajournera après l'adoption de cette motion, il demeure ajourné jusqu'au mardi 2 octobre 2018, à 14 heures.

Inquiries**No. 3.****By the Honourable Senator Harder, P.C.:**

February 28, 2018—That he will call the attention of the Senate to the budget entitled *Equality + Growth: A Strong Middle Class*, tabled in the House of Commons on February 27, 2018, by the Minister of Finance, the Honourable Bill Morneau, P.C., M.P., and in the Senate on February 28, 2018.

Other

Nil

Interpellations**N° 3.****Par l'honorable sénateur Harder, C.P. :**

Le 28 février 2018—Qu'il attirera l'attention du Sénat sur le budget intitulé *Égalité + croissance : Une classe moyenne forte*, déposé à la Chambre des communes le 27 février 2018 par le ministre des Finances, l'honorable Bill Morneau, C.P., député, et au Sénat le 28 février 2018.

Autres affaires

Aucune

OTHER BUSINESS

Rule 4-15(2) states:

Except as otherwise ordered by the Senate, any item of Other Business on the Order Paper and any motion or inquiry on the Notice Paper that have not been proceeded with during 15 sitting days shall be dropped from the Order Paper and Notice Paper.

Consequently, the number appearing in parentheses indicates the number of sittings since the item was last proceeded with.

Bills – Messages from the House of Commons**No. 1.** (one)

September 20, 2018—Consideration of the message from the House of Commons concerning Bill S-228, An Act to amend the Food and Drugs Act (prohibiting food and beverage marketing directed at children):

1. *Preamble, page 2:*

- a) replace, in the English version, line 32 with the following:

“Whereas it is widely acknowledged that market—”

- b) add the following after line 40:

“Whereas it is necessary to review and monitor the effectiveness of this Act, particularly in light of new forms of advertising;

AUTRES AFFAIRES

L'article 4-15(2) du Règlement stipule :

Sauf décision contraire du Sénat, sont supprimées les affaires, autres que celles du gouvernement, figurant au Feuilleton et les motions ou interpellations au Feuilleton des préavis qui n'ont pas été discutées depuis 15 jours de séance.

En conséquence, le numéro qui apparaît entre parenthèses indique le nombre de séances depuis que cet article a été discuté.

Projets de loi – Messages de la Chambre des communes**N° 1.** (un)

Le 20 septembre 2018—Étude du message de la Chambre des communes concernant projet de loi S-228, Loi modifiant la Loi sur les aliments et drogues (interdiction de faire de la publicité d'aliments et de boissons s'adressant aux enfants) :

1. *Préambule, pages 2 et 3 :*

- a) à la page 2, remplacer la ligne 32, de la version anglaise, par ce qui suit :

“Whereas it is widely acknowledged that market—”

- b) à la page 3, ajouter, après la ligne 2, ce qui suit :

« qu'il est nécessaire de surveiller et d'examiner l'efficacité de la présente loi, notamment compte tenu des nouvelles formes de publicité;

And whereas persons who are at least 13 years of age but under 17 years of age are also vulnerable to marketing and its persuasive influence over their food preferences and consumption and it is also necessary to monitor and review the advertising of foods and beverages to that age group;”

2. *Clause 2, page 3*: replace line 8 with the following:

“*children* means persons who are under 13 years of age;”

3. *Clause 4, page 3*: add the following after line 28:

“7.3 Before the fifth anniversary of the day on which sections 7.1 and 7.2 come into force, those sections are to be referred to the committee of the Senate, of the House of Commons or of both Houses of Parliament that may be designated or established for the purpose of reviewing their effect. The review is, in particular, to focus on whether there is an increase in the advertising of unhealthy food in a manner that is directed primarily at persons who are at least 13 years of age but under 17 years of age.”—(*Honourable Senator Martin*)

que les personnes âgées d’au moins treize ans et qui n’ont pas encore atteint l’âge de dix-sept ans sont également vulnérables aux publicités commerciales et susceptibles de voir leurs préférences alimentaires influencées par ces publicités et qu’il est également nécessaire de surveiller et d’examiner la publicité des aliments et des boissons qui leur est destinée, »

2. *Article 2, page 3* : remplacer la ligne 10 par ce qui suit :

« *enfants* Personnes âgées de moins de treize ans. (*chil-* »

3. *Article 4, page 4* : ajouter, après la ligne 2, ce qui suit :

« 7.3 Avant le cinquième anniversaire de la date d’entrée en vigueur des articles 7.1 et 7.2, ces articles sont soumis à l’examen de leur effet — notamment sur l’augmentation, le cas échéant, de la publicité d’aliments mauvais pour la santé de manière que la publicité s’adresse principalement aux personnes âgées d’au moins treize ans et qui n’ont pas encore atteint l’âge de dix-sept ans — par un comité soit du Sénat, soit de la Chambre des communes, soit mixte, constitué ou désigné à cette fin. »—(*L’honorable sénatrice Martin*)

Senate Public Bills – Third Reading

No. 1. (four)

May 29, 2018—Resuming debate on the motion of the Honourable Senator Sinclair, seconded by the Honourable Senator Gold, for the third reading of Bill S-203, An Act to amend the Criminal Code and other Acts (ending the captivity of whales and dolphins), as amended.

And on the motion in amendment of the Honourable Senator Tannas, seconded by the Honourable Senator Batters:

That Bill S-203, as amended, be not now read a third time, but that it be further amended,

- (a) by adding the following after clause 6 (added by decision of the Senate on April 26, 2018):

“Exemption

7(1) Section 445.2 of the *Criminal Code*, section 28.1 of the *Fisheries Act* and section 7.1 of the *Wild Animal and Plant Protection and Regulation of International and Interprovincial Trade Act* do not apply to a person whose name appears in the schedule to this Act.

(2) If the Governor in Council is of the opinion that it is in the public interest, the Governor in Council may, by order, add a name to or delete a name from the schedule.

Projets de loi d’intérêt public du Sénat – Troisième lecture

N° 1. (quatre)

Le 29 mai 2018—Reprise du débat sur la motion de l’honorable sénateur Sinclair, appuyée par l’honorable sénateur Gold, tendant à la troisième lecture du projet de loi S-203, Loi modifiant le Code criminel et d’autres lois (fin de la captivité des baleines et des dauphins), tel que modifié.

Et sur la motion d’amendement de l’honorable sénateur Tannas, appuyée par l’honorable sénatrice Batters,

Que le projet de loi S-203, tel que modifié, ne soit pas maintenant lu une troisième fois, mais qu’il soit modifié :

- a) par adjonction, après l’article 6 (ajouté par décision du Sénat le 26 avril 2018), de ce qui suit :

« Exemption

7(1) L’article 445.2 du *Code criminel*, l’article 28.1 de la *Loi sur les pêches* et l’article 7.1 de la *Loi sur la protection d’espèces animales ou végétales sauvages et la réglementation de leur commerce international et interprovincial* ne s’appliquent pas aux personnes dont le nom figure à l’annexe de la présente loi.

(2) S’il l’estime dans l’intérêt public, le gouverneur en conseil peut, par décret, ajouter des noms à l’annexe ou en retirer.

(3) In determining whether it is in the public interest to add a name to or delete a name from the schedule, the Governor in Council must take into account whether a person

(a) conducts scientific research in respect of cetaceans; or

(b) provides assistance or care to or rehabilitates cetaceans.”; and

(b) by adding the following schedule to the end of the Bill:

“SCHEDULE

(Section 7)

Designated Persons

The Ocean Wise Conservation Association (Vancouver Aquarium)”.

No. 2.

March 28, 2017—Third reading of Bill S-213, An Act to amend the Constitution Act, 1867 and the Parliament of Canada Act (Speakership of the Senate).—(*Honourable Senator Mercer*)

No. 3. (four)

May 8, 2018—Resuming debate on the motion of the Honourable Senator Ringuette, seconded by the Honourable Senator Moncion, for the third reading of Bill S-237, An Act to amend the Criminal Code (criminal interest rate), as amended.

And on the motion in amendment of the Honourable Senator Cools, seconded by the Honourable Senator Bovey:

That Bill S-237, as amended, be not now read a third time, but that it be further amended in clause 1, on page 1, by replacing line 15 (as replaced by decision of the Senate on April 19, 2018) with the following:

“plus thirty-five per cent on the credit advanced under an”.

No. 4. (nine)

March 27, 2018—Resuming debate on the motion of the Honourable Senator MacDonald, seconded by the Honourable Senator Tkachuk, for the third reading of Bill S-238, An Act to amend the Fisheries Act and the Wild Animal and Plant Protection and Regulation of International and Interprovincial Trade Act (importation of shark fins), as amended.—(*Honourable Senator Martin*)

(3) Pour déterminer s’il est dans l’intérêt public d’ajouter le nom d’une personne à l’annexe ou de le retirer, le gouverneur en conseil tient compte du fait que la personne, selon le cas :

a) mène des recherches scientifiques relativement à des cétacés;

b) fournit des soins à des cétacés ou assure leur réadaptation. »;

b) par adjonction, à la fin du projet de loi, de l’annexe suivant :

« ANNEXE

(article 7)

Personnes désignées

The Ocean Wise Conservation Association (Aquarium de Vancouver) ».

Nº 2.

Le 28 mars 2017—Troisième lecture du projet de loi S-213, Loi modifiant la Loi constitutionnelle de 1867 et la Loi sur le Parlement du Canada (présidence du Sénat).—(*L’honorable sénateur Mercer*)

Nº 3. (quatre)

Le 8 mai 2018—Reprise du débat sur la motion de l’honorable sénatrice Ringuette, appuyée par l’honorable sénatrice Moncion, tendant à la troisième lecture du projet de loi S-237, Loi modifiant le Code criminel (taux d’intérêt criminel), tel que modifié.

Et sur la motion d’amendement de l’honorable sénatrice Cools, appuyée par l’honorable sénatrice Bovey,

Que le projet de loi S-237, tel que modifié, ne soit pas maintenant lu une troisième fois, mais qu’il soit modifié à l’article 1, à la page 1, par substitution, à la ligne 14 (telle que remplacée par décision du Sénat le 19 avril 2018), de ce qui suit :

« Canada majoré de trente-cinq pour cent si le capital prêté ou ».

Nº 4. (neuf)

Le 27 mars 2018—Reprise du débat sur la motion de l’honorable sénateur MacDonald, appuyée par l’honorable sénateur Tkachuk, tendant à la troisième lecture du projet de loi S-238, Loi modifiant la Loi sur les pêches et la Loi sur la protection d’espèces animales ou végétales sauvages et la réglementation de leur commerce international et interprovincial (importation de nageoires de requin), tel que modifié.—(*L’honorable sénatrice Martin*)

No. 5. (one)

September 20, 2018—Resuming debate on the motion of the Honourable Senator Ataullahjan, seconded by the Honourable Senator Wells, for the third reading of Bill S-240, An Act to amend the Criminal Code and the Immigration and Refugee Protection Act (trafficking in human organs), as amended.—*(Honourable Senator Saint-Germain)*

N° 5. (un)

Le 20 septembre 2018—Reprise du débat sur la motion de l'honorable sénatrice Ataullahjan, appuyée par l'honorable sénateur Wells, tendant à la troisième lecture du projet de loi S-240, Loi modifiant le Code criminel et la Loi sur l'immigration et la protection des réfugiés (trafic d'organes humains), tel que modifié.—*(L'honorable sénatrice Saint-Germain)*

Commons Public Bills – Third Reading

Nil

Projets de loi d'intérêt public des Communes – Troisième lecture

Aucun

Private Bills – Third Reading

Nil

Projets de loi d'intérêt privé – Troisième lecture

Aucun

Senate Public Bills – Reports of Committees

Nil

Projets de loi d'intérêt public du Sénat – Rapports de comités

Aucun

Commons Public Bills – Reports of Committees

Nil

Projets de loi d'intérêt public des Communes – Rapports de comités

Aucun

Private Bills – Reports of Committees

Nil

Projets de loi d'intérêt privé – Rapports de comités

Aucun

Senate Public Bills – Second Reading**No. 1.** (four)

March 24, 2016—Resuming debate on the motion of the Honourable Senator Patterson, seconded by the Honourable Senator Enverga, for the second reading of Bill S-221, An Act to amend the Constitution Act, 1867 (Property qualifications of Senators).—(*Honourable Senator Plett*)

No. 2.

April 25, 2018—Resuming debate on the motion of the Honourable Senator Munson, seconded by the Honourable Senator Dawson, for the second reading of Bill S-244, An Act respecting Kindness Week.—(*Honourable Senator Frum*)

No. 3.

May 1, 2018—Resuming debate on the motion of the Honourable Senator Day, seconded by the Honourable Senator Joyal, P.C., for the second reading of Bill S-246, An Act to amend the Borrowing Authority Act.—(*Honourable Senator Moncion*)

No. 4. (two)

April 17, 2018—Resuming debate on the motion of the Honourable Senator Jaffer, seconded by the Honourable Senator Cordy, for the second reading of Bill S-247, An Act to establish International Mother Language Day.—(*Honourable Senator Martin*)

No. 5. (three)

April 19, 2018—Resuming debate on the motion of the Honourable Senator Eggleton, P.C., seconded by the Honourable Senator Day, for the second reading of Bill S-248, An Act respecting National Physicians' Day.—(*Honourable Senator Martin*)

No. 6. (seven)

May 31, 2018—Resuming debate on the motion of the Honourable Senator Manning, seconded by the Honourable Senator Smith, for the second reading of Bill S-249, An Act respecting the development of a national strategy for the prevention of domestic violence.—(*Honourable Senator Pate*)

**Projets de loi d'intérêt public du Sénat –
Deuxième lecture****N° 1.** (quatre)

Le 24 mars 2016—Reprise du débat sur la motion de l'honorable sénateur Patterson, appuyée par l'honorable sénateur Enverga, tendant à la deuxième lecture du projet de loi S-221, Loi modifiant la Loi constitutionnelle de 1867 (qualifications des sénateurs en matière de propriété).—(*L'honorable sénateur Plett*)

N° 2.

Le 25 avril 2018—Reprise du débat sur la motion de l'honorable sénateur Munson, appuyée par l'honorable sénateur Dawson, tendant à la deuxième lecture du projet de loi S-244, Loi instituant la Semaine de la gentillesse.—(*L'honorable sénatrice Frum*)

N° 3.

Le 1^{er} mai 2018—Reprise du débat sur la motion de l'honorable sénateur Day, appuyée par l'honorable sénateur Joyal, C.P., tendant à la deuxième lecture du projet de loi S-246, Loi modifiant la Loi autorisant certains emprunts.—(*L'honorable sénatrice Moncion*)

N° 4. (deux)

Le 17 avril 2018—Reprise du débat sur la motion de l'honorable sénatrice Jaffer, appuyée par l'honorable sénatrice Cordy, tendant à la deuxième lecture du projet de loi S-247, Loi instituant la Journée internationale de la langue maternelle.—(*L'honorable sénatrice Martin*)

N° 5. (trois)

Le 19 avril 2018—Reprise du débat sur la motion de l'honorable sénateur Eggleton, C.P., appuyée par l'honorable sénateur Day, tendant à la deuxième lecture du projet de loi S-248, Loi instituant la Journée nationale des médecins.—(*L'honorable sénatrice Martin*)

N° 6. (sept)

Le 31 mai 2018—Reprise du débat sur la motion de l'honorable sénateur Manning, appuyée par l'honorable sénateur Smith, tendant à la deuxième lecture du projet de loi S-249, Loi concernant l'élaboration d'une stratégie nationale pour la prévention de la violence familiale.—(*L'honorable sénatrice Pate*)

No. 7. (eight)

May 29, 2018—Resuming debate on the motion of the Honourable Senator Wetston, seconded by the Honourable Senator Marwah, for the second reading of Bill S-250, An Act to amend the Criminal Code (interception of private communications).—(*Honourable Senator Boniface*)

No. 8. (seven)

May 31, 2018—Resuming debate on the motion of the Honourable Senator Pate, seconded by the Honourable Senator Gold, for the second reading of Bill S-251, An Act to amend the Criminal Code (independence of the judiciary) and to make related amendments.—(*Honourable Senator Plett*)

No. 9. (four)

May 31, 2018—Resuming debate on the motion of the Honourable Senator Wallin, seconded by the Honourable Senator Boniface, for the second reading of Bill S-252, Voluntary Blood Donations Act (An Act to amend the Blood Regulations).—(*Honourable Senator Omidvar*)

No. 10.

September 25, 2018—Resuming debate on the motion of the Honourable Senator Eggleton, P.C., seconded by the Honourable Senator Richards, for the second reading of Bill S-253, An Act to amend the Bankruptcy and Insolvency Act and other Acts and Regulations (pension plans).—(*Honourable Senator Tannas*)

For Friday, September 28, 2018**No. 1.**

September 26, 2018—Second reading of Bill S-254, An Act to establish Promotion of Essential Skills Learning Week.—(*Honourable Senator Bellemare*)

Commons Public Bills – Second Reading**No. 1.** (one)

December 6, 2017—Resuming debate on the motion of the Honourable Senator Mégie, seconded by the Honourable Senator Dupuis, for the second reading of Bill C-243, An Act respecting the development of a national maternity assistance program strategy.—(*Honourable Senator Martin*)

N° 7. (huit)

Le 29 mai 2018—Reprise du débat sur la motion de l'honorable sénateur Wetston, appuyée par l'honorable sénateur Marwah, tendant à la deuxième lecture du projet de loi S-250, Loi modifiant le Code criminel (interception de communications privées).—(*L'honorable sénatrice Boniface*)

N° 8. (sept)

Le 31 mai 2018—Reprise du débat sur la motion de l'honorable sénatrice Pate, appuyée par l'honorable sénateur Gold, tendant à la deuxième lecture du projet de loi S-251, Loi modifiant le Code criminel (indépendance des tribunaux) et apportant des modifications connexes.—(*L'honorable sénateur Plett*)

N° 9. (quatre)

Le 31 mai 2018—Reprise du débat sur la motion de l'honorable sénatrice Wallin, appuyée par l'honorable sénatrice Boniface, tendant à la deuxième lecture du projet de loi S-252, Loi sur les dons de sang volontaires (Loi modifiant le Règlement sur le sang).—(*L'honorable sénatrice Omidvar*)

N° 10.

Le 25 septembre 2018—Reprise du débat sur la motion de l'honorable sénateur Eggleton, C.P., appuyée par l'honorable sénateur Richards, tendant à la deuxième lecture du projet de loi S-253, Loi modifiant la Loi sur la faillite et l'insolvabilité, d'autres lois et un règlement (régimes de pension).—(*L'honorable sénateur Tannas*)

Pour le vendredi 28 septembre 2018**N° 1.**

Le 26 septembre 2018—Deuxième lecture du projet de loi S-254, Loi instituant la Semaine de promotion de l'apprentissage des compétences essentielles.—(*L'honorable sénatrice Bellemare*)

Projets de loi d'intérêt public des Communes – Deuxième lecture**N° 1.** (un)

Le 6 décembre 2017—Reprise du débat sur la motion de l'honorable sénatrice Mégie, appuyée par l'honorable sénatrice Dupuis, tendant à la deuxième lecture du projet de loi C-243, Loi visant l'élaboration d'une stratégie relative au programme national d'aide à la maternité.—(*L'honorable sénatrice Martin*)

No. 2. (seven)

May 31, 2018—Second reading of Bill C-262, An Act to ensure that the laws of Canada are in harmony with the United Nations Declaration on the Rights of Indigenous Peoples.—(*Honourable Senator Sinclair*)

No. 3. (four)

June 14, 2018—Second reading of Bill C-344, An Act to amend the Department of Public Works and Government Services Act (community benefit).—(*Honourable Senator Omidvar*)

No. 4. (eight)

May 24, 2018—Second reading of Bill C-354, An Act to amend the Department of Public Works and Government Services Act (use of wood).—(*Honourable Senator Griffin*)

No. 5. (one)

September 20, 2018—Resuming debate on the motion of the Honourable Senator Sinclair, seconded by the Honourable Senator Pratte, for the second reading of Bill C-374, An Act to amend the Historic Sites and Monuments Act (composition of the Board).—(*Honourable Senator Martin*)

No. 6. (six)

May 24, 2018—Resuming debate on the motion of the Honourable Senator Pratte, seconded by the Honourable Senator Lankin, P.C., for the second reading of Bill C-377, An Act to change the name of the electoral district of Châteauguay—Lacolle.—(*Honourable Senator Martin*)

No. 7. (fourteen)

May 8, 2018—Second reading of Bill C-402, An Act to change the name of certain electoral districts.—(*Honourable Senator Harder, P.C.*)

Private Bills – Second Reading**No. 1.** (one)

September 20, 2018—Resuming debate on the motion of the Honourable Senator Jaffer, seconded by the Honourable Senator Cordy, for the second reading of Bill S-1002, An act respecting Girl Guides of Canada.—(*Honourable Senator Martin*)

N° 2. (sept)

Le 31 mai 2018—Deuxième lecture du projet de loi C-262, Loi visant à assurer l'harmonie des lois fédérales avec la Déclaration des Nations Unies sur les droits des peuples autochtones.—(*L'honorable sénateur Sinclair*)

N° 3. (quatre)

Le 14 juin 2018—Deuxième lecture du projet de loi C-344, Loi modifiant la Loi sur le ministère des Travaux publics et des Services gouvernementaux (retombées locales).—(*L'honorable sénatrice Omidvar*)

N° 4. (huit)

Le 24 mai 2018—Deuxième lecture du projet de loi C-354, Loi modifiant la Loi sur le ministère des Travaux publics et des Services gouvernementaux (utilisation du bois).—(*L'honorable sénatrice Griffin*)

N° 5. (un)

Le 20 septembre 2018—Reprise du débat sur la motion de l'honorable sénateur Sinclair, appuyée par l'honorable sénateur Pratte, tendant à la deuxième lecture du projet de loi C-374, Loi modifiant la Loi sur les lieux et monuments historiques (composition de la Commission).—(*L'honorable sénatrice Martin*)

N° 6. (six)

Le 24 mai 2018—Reprise du débat sur la motion de l'honorable sénateur Pratte, appuyée par l'honorable sénatrice Lankin, C.P., tendant à la deuxième lecture du projet de loi C-377, Loi visant à changer le nom de la circonscription électorale de Châteauguay—Lacolle.—(*L'honorable sénatrice Martin*)

N° 7. (quatorze)

Le 8 mai 2018—Deuxième lecture du projet de loi C-402, Loi visant à changer le nom de certaines circonscriptions électorales.—(*L'honorable sénateur Harder, C.P.*)

Projets de loi d'intérêt privé – Deuxième lecture**N° 1.** (un)

Le 20 septembre 2018—Reprise du débat sur la motion de l'honorable sénatrice Jaffer, appuyée par l'honorable sénatrice Cordy, tendant à la deuxième lecture du projet de loi S-1002, Loi concernant Guides du Canada.—(*L'honorable sénatrice Martin*)

Reports of Committees – Other

No. 1.

November 15, 2016—Resuming debate on the consideration of the first report (interim) of the Special Senate Committee on Senate Modernization, entitled *Senate Modernization: Moving Forward*, deposited with the Clerk of the Senate on October 4, 2016.—(Honourable Senator Omidvar)

No. 5. (seven)

November 2, 2016—Resuming debate on the motion of the Honourable Senator Tannas, seconded by the Honourable Senator Wells, for the adoption of the sixth report (interim) of the Special Senate Committee on Senate Modernization, entitled *Senate Modernization: Moving Forward (Speakership)*, presented in the Senate on October 5, 2016.—(Honourable Senator Mercer)

No. 6. (fifteen)

November 22, 2016—Resuming debate on the motion of the Honourable Senator Massicotte, seconded by the Honourable Senator Moore for the adoption of the seventh report (interim), as amended, of the Special Senate Committee on Senate Modernization, entitled *Senate Modernization: Moving Forward (Regional interest)*, presented in the Senate on October 18, 2016.—(Honourable Senator Wells)

No. 7. (four)

February 28, 2017—Resuming debate on the motion of the Honourable Senator Frum, seconded by the Honourable Senator Beyak for the adoption of the ninth report (interim) of the Special Senate Committee on Senate Modernization, entitled *Senate Modernization: Moving Forward (Question Period)*, presented in the Senate on October 25, 2016.—(Honourable Senator Smith)

No. 8. (eight)

December 12, 2016—Resuming debate on the motion of the Honourable Senator Joyal, P.C., seconded by the Honourable Senator Cordy for the adoption of the tenth report (interim), as amended, of the Special Senate Committee on Senate Modernization, entitled *Senate Modernization: Moving Forward (Nature)*, presented in the Senate on October 26, 2016.—(Honourable Senator Andreychuk)

No. 50. (two)

November 1, 2017—Resuming debate on the consideration of the tenth report (interim) of the Standing Senate Committee on Energy, the Environment and Natural Resources, entitled *Decarbonizing Transportation in Canada*, tabled in the Senate on June 22, 2017.—(Honourable Senator Neufeld)

Rapports de comités – Autres

N° 1.

Le 15 novembre 2016—Reprise du débat sur l'étude du premier rapport (intérimaire) du Comité sénatorial spécial sur la modernisation du Sénat, intitulé *La modernisation du Sénat : Aller de l'avant*, déposé auprès du greffier du Sénat le 4 octobre 2016.—(L'honorable sénatrice Omidvar)

N° 5. (sept)

Le 2 novembre 2016—Reprise du débat sur la motion de l'honorable sénateur Tannas, appuyée par l'honorable sénateur Wells, tendant à l'adoption du sixième rapport (intérimaire) du Comité sénatorial spécial sur la modernisation du Sénat, intitulé *La modernisation du Sénat : Aller de l'avant (Présidence)*, présenté au Sénat le 5 octobre 2016.—(L'honorable sénateur Mercer)

N° 6. (quinze)

Le 22 novembre 2016—Reprise du débat sur la motion de l'honorable sénateur Massicotte, appuyée par l'honorable sénateur Moore tendant à l'adoption du septième rapport (intérimaire), tel que modifié, du Comité sénatorial spécial sur la modernisation du Sénat, intitulé *La modernisation du Sénat : Aller de l'avant (Intérêt régional)*, présenté au Sénat le 18 octobre 2016.—(L'honorable sénateur Wells)

N° 7. (quatre)

Le 28 février 2017—Reprise du débat sur la motion de l'honorable sénatrice Frum, appuyée par l'honorable sénatrice Beyak tendant à l'adoption du neuvième rapport (intérimaire) du Comité sénatorial spécial sur la modernisation du Sénat, intitulé *La modernisation du Sénat : Aller de l'avant (période des questions)*, présenté au Sénat le 25 octobre 2016.—(L'honorable sénateur Smith)

N° 8. (huit)

Le 12 décembre 2016—Reprise du débat sur la motion de l'honorable sénateur Joyal, C.P., appuyée par l'honorable sénatrice Cordy tendant à l'adoption du dixième rapport (intérimaire), tel que modifié, du Comité sénatorial spécial sur la modernisation du Sénat, intitulé *La modernisation du Sénat : Aller de l'avant (Nature)*, présenté au Sénat le 26 octobre 2016.—(L'honorable sénatrice Andreychuk)

N° 50. (deux)

Le 1^{er} novembre 2017—Reprise du débat sur l'étude du dixième rapport (intérimaire) du Comité sénatorial permanent de l'énergie, de l'environnement et des ressources naturelles, intitulé *La décarbonisation des transports au Canada*, déposé au Sénat le 22 juin 2017.—(L'honorable sénateur Neufeld)

No. 66. (thirteen)

February 13, 2018—Resuming debate on the motion of the Honourable Senator Mockler, seconded by the Honourable Senator Tkachuk:

That the twenty-fourth report of the Standing Senate Committee on National Finance, entitled *Fair, Simple and Competitive Taxation: The way forward for Canada*, deposited with the Clerk of the Senate on December 13, 2017, be adopted and that, pursuant to rule 12-24(1), the Senate request a complete and detailed response from the government, with the Minister of Finance being identified as minister responsible for responding to the report.—(*Honourable Senator Jaffer*)

No. 83. (four)

June 14, 2018—Resuming debate on the motion of the Honourable Senator Eggleton, P.C., seconded by the Honourable Senator Mercer:

That the twenty-fourth report of the Standing Senate Committee on Social Affairs, Science and Technology, entitled *The Federal Role in a Social Finance Fund*, tabled in the Senate on May 10, 2018, be adopted and that, pursuant to rule 12-24(1), the Senate request a complete and detailed response from the government, with the Minister of Families, Children and Social Development being identified as minister responsible for responding to the report.—(*Honourable Senator Martin*)

No. 94. (two)

September 19, 2018—Resuming debate on the motion of the Honourable Senator Eggleton, P.C., seconded by the Honourable Senator Joyal, P.C.:

That the twenty-sixth report of the Standing Senate Committee on Social Affairs, Science and Technology, entitled *Breaking Down Barriers: A critical analysis of the Disability Tax Credit and Registered Disability Savings Plan*, tabled with the Clerk of the Senate on June 27, 2018, be adopted and that, pursuant to rule 12-24(1), the Senate request a complete and detailed response from the government, with the Minister of National Revenue being identified as minister responsible for responding to the report, in consultation with the Ministers of Finance and Families, Children and Social Development.—(*Honourable Senator Martin*)

No. 96. (three)

September 18, 2018—Consideration of the twenty-ninth report (interim) of the Standing Committee on Internal Economy, Budgets and Administration (*In Camera Proceedings*), presented in the Senate on September 18, 2018.—(*Honourable Senator Campbell*)

N° 66. (treize)

Le 13 février 2018—Reprise du débat sur la motion de l'honorable sénateur Mockler, appuyée par l'honorable sénateur Tkachuk,

Que le vingt-quatrième rapport du Comité sénatorial permanent des finances nationales, intitulé *Un régime fiscal équitable, simple et concurrentiel : La voie à suivre pour le Canada*, déposé auprès de la greffière du Sénat le 13 décembre 2017, soit adopté et que, conformément à l'article 12-24(1) du Règlement, le Sénat demande une réponse complète et détaillée du gouvernement, le ministre des Finances étant désigné ministre chargé de répondre à ce rapport.—(*L'honorable sénatrice Jaffer*)

N° 83. (quatre)

Le 14 juin 2018—Reprise du débat sur la motion de l'honorable sénateur Eggleton, C.P., appuyée par l'honorable sénateur Mercer,

Que le vingt-quatrième rapport du Comité sénatorial permanent des affaires sociales, des sciences et de la technologie, intitulé *Le rôle du gouvernement fédéral dans un fonds de financement social*, qui a été déposé au Sénat le 10 mai 2018, soit adopté et que, conformément à l'article 12-24(1) du Règlement, le Sénat demande une réponse complète et détaillée du gouvernement, le ministre de la Famille, des Enfants et du Développement social étant désigné ministre chargé de répondre à ce rapport.—(*L'honorable sénatrice Martin*)

N° 94. (deux)

Le 19 septembre 2018—Reprise du débat sur la motion de l'honorable sénateur Eggleton, C.P., appuyée par l'honorable sénateur Joyal, C.P.,

Que le vingt-sixième rapport du Comité permanent des affaires sociales, des sciences et de la technologie, intitulé *Éliminer les obstacles: Analyse critique du Crédit d'impôt pour personnes handicapées et le Régime enregistré d'épargne-invalidité*, qui a été déposé auprès du greffier du Sénat le 27 juin 2018, soit adopté et que, conformément à l'article 12-24(1) du Règlement, le Sénat demande une réponse complète et détaillée du gouvernement, la ministre du Revenu national étant désignée ministre chargée de répondre à ce rapport, en consultation avec les ministres des Finances et de la Famille, des Enfants et du Développement social.—(*L'honorable sénatrice Martin*)

N° 96. (trois)

Le 18 septembre 2018—Étude du vingt-neuvième rapport (intermédiaire) du Comité permanent de la régie interne, des budgets et de l'administration (*Délibérations à huis clos*), présenté au Sénat le 18 septembre 2018.—(*L'honorable sénateur Campbell*)

Motions

No. 31. (fourteen)

February 2, 2016—Resuming debate on the motion of the Honourable Senator Bellemare, seconded by the Honourable Senator Enverga:

That the Senate — in order to ensure transparency in the awarding of public funds and foster efficiency in infrastructure projects in the larger context of economic diversification and movement toward a greener economy, all while avoiding undue intervention in the federal-provincial division of powers — encourage the government to make provision in the budget for the creation of the Canadian Infrastructure Oversight and Best Practices Council, made up of experts in infrastructure projects from the provinces and territories, whose principal roles would be to:

1. collect information on federally funded infrastructure projects;
2. study the costs and benefits of federally funded infrastructure projects;
3. identify procurements best practices and of risk sharing;
4. promote these best practices among governments; and
5. promote project managers skills development; and

That a message be sent to the House of Commons to acquaint that House with the above.—(*Honourable Senator Smith*)

No. 73. (four)

March 24, 2016—Resuming debate on the motion of the Honourable Senator Patterson, seconded by the Honourable Senator Runciman:

Whereas the Senate provides representation for groups that are often underrepresented in Parliament, such as Aboriginal peoples, visible minorities and women;

Whereas paragraph (3) of section 23 of the *Constitution Act, 1867* requires that, in order to be qualified for appointment to and to maintain a place in the Senate, a person must own land with a net worth of at least four thousand dollars in the province for which he or she is appointed;

Whereas a person's personal circumstances or the availability of real property in a particular location may prevent him or her from owning the required property;

Whereas appointment to the Senate should not be restricted to those who own real property of a minimum net worth;

Motions

N° 31. (quatorze)

Le 2 février 2016—Reprise du débat sur la motion de l'honorable sénatrice Bellemare, appuyée par l'honorable sénateur Enverga,

Que le Sénat — dans le but d'assurer la transparence dans l'octroi des deniers publics et de promouvoir l'efficacité des projets d'infrastructures dans le contexte plus large de la diversification de l'économie et des ajustements vers une économie plus verte, tout en évitant une intervention indue dans la répartition des pouvoirs entre le fédéral et les provinces — encourage le gouvernement à prévoir dans le budget la création d'un Conseil canadien de veille sur les infrastructures et de promotion des meilleures pratiques, composé d'experts dans les projets d'infrastructures en provenance des provinces et des territoires, et ayant comme principales missions :

1. de colliger les informations sur les différents projets d'infrastructures financés par le fédéral;
2. d'étudier les coûts et les bénéfices liés aux différents projets d'infrastructures financés par le fédéral;
3. d'identifier les meilleures pratiques d'acquisitions au sens large et de partage de risques;
4. de faire la promotion de ces meilleures pratiques auprès des gouvernements;
5. de promouvoir le développement des compétences des gestionnaires de projets;

Qu'un message soit renvoyé à la Chambre des communes pour l'informer de ce qui précède.—(*L'honorable sénateur Smith*)

N° 73. (quatre)

Le 24 mars 2016—Reprise du débat sur la motion de l'honorable sénateur Patterson, appuyée par l'honorable sénateur Runciman,

Attendu :

que le Sénat défend les intérêts de groupes souvent sous-représentés au Parlement, tels les Autochtones, les minorités visibles et les femmes;

que le point 3 de l'article 23 de la *Loi constitutionnelle de 1867* prévoit qu'une personne doit, pour être nommée au Sénat et y conserver son siège, posséder des terres d'une valeur nette minimale de quatre mille dollars situées dans la province pour laquelle elle est nommée;

qu'il se peut que des circonstances personnelles ou le marché immobilier d'une région donnée empêchent une personne de posséder la propriété requise;

que chacun devrait être admissible à une nomination au Sénat, indépendamment de la valeur nette de ses biens immobiliers;

Whereas the existing real property qualification is inconsistent with the democratic values of modern Canadian society and is no longer an appropriate or relevant measure of the fitness of a person to serve in the Senate;

Whereas, in the case of Quebec, each of the twenty-four Senators representing the province must be appointed for and must have either their real property qualification in or be resident of a specified Electoral Division;

Whereas an amendment to the Constitution of Canada in relation to any provision that applies to one or more, but not all, provinces may be made by proclamation issued by the Governor General under the Great Seal of Canada only where so authorized by resolutions of the Senate and House of Commons and of the legislative assembly of each province to which the amendment applies;

Whereas the Supreme Court of Canada has determined that a full repeal of paragraph (3) of section 23 of the *Constitution Act, 1867*, respecting the real property qualification of Senators, would require a resolution of the Quebec National Assembly pursuant to section 43 of the *Constitution Act, 1982*;

Now, therefore, the Senate resolves that an amendment to the Constitution of Canada be authorized to be made by proclamation issued by His Excellency the Governor General under the Great Seal of Canada in accordance with the Schedule hereto.

SCHEDULE

AMENDMENT TO THE CONSTITUTION OF CANADA

1. **(1) Paragraph (3) of section 23 of the *Constitution Act, 1867* is repealed.**

(2) Section 23 of the Act is amended by replacing the semi-colon at the end of paragraph (5) with a period and by repealing paragraph (6).

2. **The Declaration of Qualification set out in The Fifth Schedule to the Act is replaced by the following:**

I, *A.B.*, do declare and testify that I am by law duly qualified to be appointed a member of the Senate of Canada.

3. **This Amendment may be cited as the *Constitution Amendment, [year of proclamation] (Real property qualification of Senators)*.—(*Honourable Senator Gold*)**

que la qualification en matière de propriété immobilière n'est pas conforme aux valeurs démocratiques de la société canadienne moderne et qu'elle ne constitue plus une garantie adéquate ou valable de l'aptitude d'une personne à siéger au Sénat;

que chacun des vingt-quatre sénateurs du Québec est nommé pour un collège électoral donné et doit remplir la qualification en matière de propriété immobilière dans ce collège électoral ou y résider;

que les dispositions de la Constitution du Canada applicables à certaines provinces seulement ne peuvent être modifiées que par proclamation du gouverneur général sous le grand sceau du Canada, autorisée par des résolutions du Sénat, de la Chambre des communes et de l'assemblée législative de chaque province concernée;

que la Cour suprême du Canada a déclaré que l'abrogation complète du point 3 de l'article 23 de la *Loi constitutionnelle de 1867* concernant la qualification des sénateurs en matière de propriété immobilière requiert une résolution de l'Assemblée nationale du Québec conformément à l'article 43 de la *Loi constitutionnelle de 1982*,

Le Sénat a résolu d'autoriser la modification de la Constitution du Canada par proclamation de Son Excellence le gouverneur général sous le grand sceau du Canada, en conformité avec l'annexe ci-jointe.

ANNEXE

MODIFICATION À LA CONSTITUTION DU CANADA

1. **(1) Le point 3 de l'article 23 de la *Loi constitutionnelle de 1867* est abrogé.**

(2) L'article 23 de la même loi est modifié par remplacement du point-virgule à la fin du point 5 par un point et par abrogation du point 6.

2. **La Déclaration des qualifications exigées figurant à la cinquième annexe de la même loi est remplacée par ce qui suit :**

Je, *A.B.*, déclare et atteste que j'ai les qualifications exigées par la loi pour être nommé membre du Sénat du Canada.

3. **Titre de la présente modification : « *Modification constitutionnelle de (année de proclamation) (qualification des sénateurs en matière de propriété immobilière)* ».— (*L'honorable sénateur Gold*)**

No. 89. (seven)

May 12, 2016—Resuming debate on the motion of the Honourable Senator Bellemare, seconded by the Honourable Senator Harder, P.C.:

That, in order to ensure that legislative reports of Senate committees follow a transparent, comprehensible and non-partisan methodology, the *Rules of the Senate* be amended by replacing rule 12-23(1) by the following:

“Obligation to report bill

12-23. (1) The committee to which a bill has been referred shall report the bill to the Senate. The report shall set out any amendments that the committee is recommending. In addition, the report shall have appended to it the committee’s observations on:

(a) whether the bill generally conforms with the Constitution of Canada, including:

- (i) the *Canadian Charter of Rights and Freedoms*, and
- (ii) the division of legislative powers between Parliament and the provincial and territorial legislatures;

(b) whether the bill conforms with treaties and international agreements that Canada has signed or ratified;

(c) whether the bill unduly impinges on any minority or economically disadvantaged groups;

(d) whether the bill has any impact on one or more provinces or territories;

(e) whether the appropriate consultations have been conducted;

(f) whether the bill contains any obvious drafting errors;

(g) all amendments moved but not adopted in the committee, including the text of these amendments; and

(h) any other matter that, in the committee’s opinion, should be brought to the attention of the Senate.”

And on the motion in amendment of the Honourable Senator Nancy Ruth, seconded by the Honourable Senator Tkachuk:

That the motion be not now adopted, but that it be amended by:

1. adding the following new subsection after proposed subsection (c):

“(d) whether the bill has received substantive gender-based analysis;” and

2. by changing the designation for current proposed subsections (d) to (h) to (e) to (i).—(*Honourable Senator Omidvar*)

N° 89. (sept)

Le 12 mai 2016—Reprise du débat sur la motion de l’honorable sénatrice Bellemare, appuyée par l’honorable sénateur Harder, C.P.,

Que le *Règlement du Sénat* soit modifié, afin que les rapports législatifs des comités du Sénat respectent une méthodologie transparente, intelligible et non-partisane, par substitution de l’article 12-23(1) par ce qui suit :

« Obligation de faire rapport d’un projet de loi

12-23. (1) Le comité saisi d’un projet de loi doit en faire rapport au Sénat; ce rapport fait état de tout amendement recommandé par le comité et doit inclure en annexe les observations de celui-ci sur les sujets suivants :

a) la conformité, de manière générale, du projet de loi à la Constitution du Canada, notamment :

- (i) la *Charte canadienne des droits et libertés*;
- (ii) le partage des compétences législatives entre le Parlement et les législatures provinciales et territoriales;

b) la conformité du projet de loi aux traités et accords internationaux signés ou ratifiés par le Canada;

c) le fait que le projet de loi porte ou non atteinte indûment aux minorités ou aux groupes défavorisés sur le plan économique;

d) le fait que le projet de loi a des impacts sur des provinces ou territoires;

e) le fait que les consultations appropriées ont été tenues;

f) toutes erreurs manifestes de rédaction;

g) les amendements au projet de loi présentés au comité qui n’ont pas été adoptés par celui-ci, de même que le texte de ces amendements;

h) toute autre question qui, de l’avis du comité, doit être portée à l’attention du Sénat. »

Et sur la motion d’amendement de l’honorable sénatrice Nancy Ruth, appuyée par l’honorable sénateur Tkachuk,

Que la motion ne soit pas maintenant adoptée, mais qu’elle soit modifiée par :

1. adjonction du nouveau paragraphe suivant après le paragraphe c) proposé :

« d) le fait que le projet de loi a fait l’objet d’une analyse comparative entre les sexes approfondie; »;

2. modification de la désignation des paragraphes d) à h) proposés à e) à i).—(*L’honorable sénatrice Omidvar*)

No. 146. (four)

December 12, 2016—Resuming debate on the motion, as amended, of the Honourable Senator Ringuette, seconded by the Honourable Senator Lankin, P.C.:

That the Standing Senate Committee on Banking, Trade, and Commerce be authorized to:

- (a) Review the operations of the Financial Consumer Agency of Canada (FCAC), the Ombudsman for Banking Services and Investments (OSBI), and ADR Chambers Banking Ombuds Office (ADRBO);
- (b) Review the agencies' interaction with and respect for provincial jurisdictions;
- (c) Review and determine best practices from similar agencies in other jurisdictions;
- (d) Provide recommendations to ensure that the FCAC, OSBI, and ADRBO can better protect consumers and respect provincial jurisdiction; and

That the Committee submit its final report no later than March 18, 2018, and retain all powers necessary to publicize its findings until 180 days after the tabling of the final report.—(*Honourable Senator Marwah*)

No. 158. (eight)

February 7, 2017—Resuming debate on the motion of the Honourable Senator Merchant, seconded by the Honourable Senator Housakos:

That the Senate call upon the government of Canada:

- (a) to recognize the genocide of the Pontic Greeks of 1916 to 1923 and to condemn any attempt to deny or distort a historical truth as being anything less than genocide, a crime against humanity; and
- (b) to designate May 19th of every year hereafter throughout Canada as a day of remembrance of the over 353,000 Pontic Greeks who were killed or expelled from their homes.—(*Honourable Senator Martin*)

No. 189.

May 8, 2017—Resuming debate on the motion of the Honourable Senator Ringuette, seconded by the Honourable Senator McCoy:

That the *Rules of the Senate* be amended by:

1. replacing the period at the end of rule 12-7(16) by the following:

“; and
Human Resources

N° 146. (quatre)

Le 12 décembre 2016—Reprise du débat sur la motion, telle que modifiée, de l'honorable sénatrice Ringuette, appuyée par l'honorable sénatrice Lankin, C.P.:

Que le Comité sénatorial permanent des banques et du commerce soit autorisé à :

- a) Étudier les opérations de l'Agence de la consommation en matière financière du Canada (ACFC) ainsi que l'Ombudsman des services bancaires et d'investissement (OSBI), et l'ADR Chambers – Bureau de l'Ombudsman des services bancaires (ADRBO);
- b) Étudier le respect et l'interaction de ces organismes envers les juridictions provinciales;
- c) Étudier et déterminer les pratiques exemplaires d'organismes similaires ailleurs dans le monde;
- d) Fournir des recommandations pour s'assurer que l'ACFC, l'OSBI, et l'ADRBO puissent mieux protéger les consommateurs et respecter les compétences provinciales;

Que le Comité présente son rapport final au plus tard le 18 mars 2018 et qu'il conserve tous les pouvoirs nécessaires pour diffuser ses conclusions dans les 180 jours suivant le dépôt du rapport final.—(*L'honorable sénateur Marwah*)

N° 158. (huit)

Le 7 février 2017—Reprise du débat sur la motion de l'honorable sénatrice Merchant, appuyée par l'honorable sénateur Housakos,

Que le Sénat demande au gouvernement du Canada :

- a) de reconnaître le génocide des grecs pontiques de 1916 à 1923 et de condamner toute tentative pour nier un fait historique ou pour tenter de le dépeindre autrement que comme un génocide, c'est-à-dire un crime contre l'humanité;
- b) de désigner le 19 mai de chaque année au Canada comme journée pour commémorer les plus de 353 000 grecs pontiques tués ou expulsés de leurs résidences.—(*L'honorable sénatrice Martin*)

N° 189.

Le 8 mai 2017—Reprise du débat sur la motion de l'honorable sénatrice Ringuette, appuyée par l'honorable sénatrice McCoy,

Que le *Règlement du Sénat* soit modifié :

1. par le remplacement du point à la fin de l'article 12-7(16) par ce qui suit :

« ;
Ressources humaines

12-7. (17) the Standing Senate Committee on Human Resources, to which may be referred matters relating to human resources generally.”; and

2. updating all cross references in the Rules accordingly.—*(Honourable Senator Omidvar)*

No. 215. (nine)

June 20, 2017—Resuming debate on the motion of the Honourable Senator Dawson, seconded by the Honourable Senator Munson:

That the Senate take note of *Agenda 2030* and the related sustainable development goals adopted by the United Nations on September 25, 2015, and encourage the Government of Canada to take account of them as it drafts legislation and develops policy relating to sustainable development.

And on the motion in amendment of the Honourable Senator Bellemare, seconded by the Honourable Senator Petitclerc:

That the motion be not now adopted, but that it be amended by:

1. adding the words “Parliament and” after the word “encourage”; and
2. replacing, in the English version, the words “it drafts legislation and develops” by the words “they draft legislation and develop”.—*(Honourable Senator Smith)*

No. 245. (fourteen)

October 17, 2017—Resuming debate on the motion of the Honourable Senator Griffin, seconded by the Honourable Senator Martin:

That the Senate affirm that literacy is a core component to active citizenship, a determinant for healthy outcomes, and, at its core, key to building an innovative economy with good, sustainable jobs;

That the Senate urge the Government to take into consideration the particular regional circumstances of Atlantic Canada based on smaller populations, many of which are in rural areas, when determining whether to implement programs using project-based funding compared to core funding;

That the Senate further urge the Minister of Employment, Workforce Development and Labour to make an exception to the present terms and conditions of the Office of Literacy and Essential Skills project-based funding programs in order to request an emergency submission to the Treasury Board for \$600,000 of core funding for the Atlantic Partnership for Literacy and Essential Skills based on their 2017 pre-budget consultation submission to Parliament; and

That a message be sent to the House of Commons to acquaint that house with the foregoing.—*(Honourable Senator Mercer)*

12-7. (17) le Comité sénatorial permanent des ressources humaines, qui peut être saisi de toute question concernant les ressources humaines en général. » ;

2. par la mise à jour en conséquence de tous les renvois dans le Règlement.—*(L'honorable sénatrice Omidvar)*

N° 215. (neuf)

Le 20 juin 2017—Reprise du débat sur la motion de l'honorable sénateur Dawson, appuyée par l'honorable sénateur Munson,

Que le Sénat prenne note du *Programme à l'horizon 2030* et des objectifs de développement durable connexes adoptés par l'Organisation des Nations Unies le 25 septembre 2015 et encourage le gouvernement du Canada à en tenir compte dans l'élaboration des lois et l'établissement de politiques en matière de développement durable.

Et sur la motion d'amendement de l'honorable sénatrice Bellemare, appuyée par l'honorable sénatrice Petitclerc,

Que la motion ne soit pas maintenant adoptée, mais qu'elle soit modifiée par adjonction des mots « le Parlement et » après le mot « encourage ».—*(L'honorable sénateur Smith)*

N° 245. (quatorze)

Le 17 octobre 2017—Reprise du débat sur la motion de l'honorable sénatrice Griffin, appuyée par l'honorable sénatrice Martin,

Que le Sénat affirme que l'alphabétisation est un pilier du civisme actif et un déterminant de l'amélioration de la santé, et qu'elle est essentielle à une économie novatrice et à la création de bons emplois durables;

Que le Sénat exhorte le gouvernement à tenir compte du contexte régional particulier du Canada atlantique, où les populations sont moindres et souvent établies en zones rurales, au moment de choisir entre le financement par projet et le financement de base pour ses programmes;

Que le Sénat exhorte également la ministre de l'Emploi, du Développement de la main-d'œuvre et du Travail à faire une exception aux conditions actuelles des programmes de financement par projet du Bureau de l'alphabétisation et des compétences essentielles afin de saisir le Conseil du Trésor d'une demande d'urgence de 600 000 \$ en financement de base pour l'Atlantic Partnership for Literacy and Essential Skills, conformément au mémoire soumis au Parlement dans le cadre des consultations prébudgétaires de 2017;

Qu'un message soit transmis à la Chambre des communes pour l'informer de ce qui précède.—*(L'honorable sénateur Mercer)*

No. 286. (seven)

January 30, 2018—Resuming debate on the motion of the Honourable Senator Saint-Germain, seconded by the Honourable Senator Lankin, P.C.:

That, pursuant to chapter 4:01, section 2, of the *Senate Administrative Rules*, for the remainder of the current session, any senator who occupies more than one position of chair or deputy chair of a committee for which an additional allowance is payable be authorized to waive the portion of his or her allowance payable in respect of those additional positions of chair or deputy chair.—(*Honourable Senator Joyal, P.C.*)

No. 302. (nine)

February 15, 2018—Resuming debate on the motion of the Honourable Senator Pate, seconded by the Honourable Senator Marwah:

That the Senate administration be instructed to remove the website of the Honourable Senator Beyak from any Senate server and cease to support any website for the senator until the process undertaken by the Senate Ethics Officer following a request to conduct an inquiry under the *Ethics and Conflict of Interest Code for Senators* in relation to the content of Senator Beyak's website and her obligations under the Code is finally disposed of, either by the tabling of the Senate Ethics Officer's preliminary determination letter or inquiry report, by a report of the Standing Committee on Ethics and Conflict of Interest for Senators, or by a decision of the Senate respecting the matter.

And on the motion in amendment of the Honourable Senator Pratte, seconded by the Honourable Senator Coyle:

That the motion be not now adopted, but that it be amended:

1. by deleting the words “the Senate administration be instructed to remove the website of the Honourable Senator Beyak from any Senate server and cease to support any website for the senator”; and
2. by adding the following after the word “matter”:

“, the Senate administration be instructed:

- (a) to remove the 103 letters of support dated March 8, 2017, to October 4, 2017, from the website of Senator Beyak (lynnbeyak.sencanada.ca) and any other website housed by a Senate server; and
- (b) not to provide support, including technical support and the reimbursement of expenses, for any website of the senator that contains or links to any of the said letters of support”.—(*Honourable Senator Martin*)

N° 286. (sept)

Le 30 janvier 2018—Reprise du débat sur la motion de l'honorable sénatrice Saint-Germain, appuyée par l'honorable sénatrice Lankin, C.P.:

Que, conformément au chapitre 4:01, article 2, du *Règlement administratif du Sénat*, pour le reste de la présente session, les sénateurs qui occupent plus d'un poste de président ou de vice-président d'un comité donnant droit à une indemnité additionnelle soient autorisés à renoncer à la portion de l'indemnité à laquelle ils ont droit relativement à ces postes additionnels de président ou de vice-président d'un comité.—(*L'honorable sénateur Joyal, C.P.*)

N° 302. (neuf)

Le 15 février 2018—Reprise du débat sur la motion de l'honorable sénatrice Pate, appuyée par l'honorable sénateur Marwah,

Qu'il soit donné instruction à l'administration du Sénat de retirer des serveurs du Sénat le site Web de l'honorable sénatrice Beyak et de cesser tout soutien pour quelconque site Web de cette dernière jusqu'à ce que le processus mené par le conseiller sénatorial en éthique à la suite d'une demande d'enquête présentée en vertu du *Code régissant l'éthique et les conflits d'intérêts des sénateurs* portant sur le contenu du site Web de la sénatrice Beyak et sur ses obligations au titre du Code soit conclu, que ce soit par suite du dépôt de la lettre de détermination préliminaire ou du rapport d'enquête du conseiller sénatorial en éthique, de la présentation d'un rapport du Comité permanent sur l'éthique et les conflits d'intérêts des sénateurs ou d'une décision du Sénat sur la question.

Et sur la motion d'amendement de l'honorable sénateur Pratte, appuyée par l'honorable sénatrice Coyle,

Que la motion ne soit pas maintenant adoptée, mais qu'elle soit modifiée :

1. par substitution des mots « Qu'il soit donné instruction à l'administration du Sénat de retirer des serveurs du Sénat le site Web de l'honorable sénatrice Beyak et de cesser tout soutien pour quelconque site Web de cette dernière » par le mot « Que, »;
2. par adjonction, immédiatement après le mot « question » de ce qui suit :

« , instruction soit donnée à l'administration du Sénat de :

- a) retirer les 103 lettres de soutien datées du 8 mars 2017 au 4 octobre 2017 du site Web de la sénatrice Beyak (lynnbeyak.sencanada.ca) et de tout autre site Web hébergé par un serveur du Sénat;
- b) ne pas fournir de soutien, y compris le soutien technique et le remboursement des dépenses, pour tout site Web de la sénatrice qui contient une ou plusieurs de ces lettres d'appui ou qui contient un lien vers une ou plusieurs de ces lettres ».—(*L'honorable sénatrice Martin*)

No. 310. (two)

April 25, 2018—Resuming debate on the motion of the Honourable Senator Doyle, seconded by the Honourable Senator Tannas:

That the Senate encourage the Government of Canada to work with the Government of Newfoundland and Labrador, the only province whose major population centres are not physically linked to the mainland of Canada, to evaluate the possibility of building a tunnel connecting the Island of Newfoundland to Labrador and the Quebec North Shore, in an effort to facilitate greater economic development in Canada's Northeast, and to further strengthen national unity, including the possibility of using funding from the infrastructure program for this work; and

That a message be sent to the House of Commons to acquaint that house with the above.—(*Honourable Senator Martin*)

No. 325. (eight)

April 26, 2018—Resuming debate on the motion of the Honourable Senator McCallum, seconded by the Honourable Senator Coyle:

That the Senate call on the Canadian Conference of Catholic Bishops to:

- (a) invite Pope Francis to Canada to apologize on behalf of the Catholic Church to Indigenous people for the church's role in the residential school system, as outlined in Call to Action 58 of the Truth and Reconciliation Commission report;
- (b) to respect its moral obligation and the spirit of the 2006 Indian Residential Schools Settlement Agreement and resume the best efforts to raise the full amount of the agreed upon funds; and
- (c) to make a consistent and sustained effort to turn over the relevant documents when called upon by survivors of residential schools, their families, and scholars working to understand the full scope of the horrors of the residential school system in the interest of truth and reconciliation.—(*Honourable Senator Sinclair*)

No. 328. (five)

May 3, 2018—Resuming debate on the motion of the Honourable Senator Housakos, seconded by the Honourable Senator Martin:

That, in the interest of promoting the autonomy and independence of the Senate, the Senate calls on the Governor in Council to appoint the Clerk of the Senate and Clerk of the Parliaments in accordance with the express recommendation of the Senate.

N° 310. (deux)

Le 25 avril 2018—Reprise du débat sur la motion de l'honorable sénateur Doyle, appuyée par l'honorable sénateur Tannas,

Que le Sénat encourage le gouvernement du Canada à travailler avec le gouvernement de Terre-Neuve-et-Labrador, la seule province dont les centres de population majeurs ne sont pas physiquement liés à la partie continentale du Canada, pour évaluer la possibilité de construire un tunnel pour relier l'île de Terre-Neuve au Labrador et à la Côte-Nord du Québec, dans le but de favoriser un plus grand développement économique dans le nord-est du Canada et de renforcer davantage l'unité nationale, y compris la possibilité de recourir aux fonds du programme d'infrastructure pour ce travail;

Qu'un message soit transmis à la Chambre des communes pour l'informer de ce qui précède.—(*L'honorable sénatrice Martin*)

N° 325. (huit)

Le 26 avril 2018—Reprise du débat sur la motion de l'honorable sénatrice McCallum, appuyée par l'honorable sénatrice Coyle,

Que le Sénat demande à la Conférence des évêques catholiques du Canada :

- a) d'inviter le pape François à venir au Canada afin de présenter des excuses aux Autochtones, au nom de l'Église catholique, comme le prévoit l'appel à l'action n° 58 dans le rapport de la Commission de vérité et réconciliation, pour le rôle joué par cette église dans le système des pensionnats autochtones;
- b) de respecter son obligation morale ainsi que l'esprit de la Convention de règlement relative aux pensionnats indiens de 2006 et de recommencer à faire tout son possible pour recueillir la somme convenue;
- c) de faire constamment des efforts pour remettre les documents demandés aux survivants des pensionnats, à leur famille et aux spécialistes qui s'efforcent de comprendre pleinement l'horreur du système de pensionnats, afin de favoriser la recherche de la vérité et la réconciliation.—(*L'honorable sénateur Sinclair*)

N° 328. (cinq)

Le 3 mai 2018—Reprise du débat sur la motion de l'honorable sénateur Housakos, appuyée par l'honorable sénatrice Martin,

Que, dans le souci de promouvoir l'autonomie et l'indépendance du Sénat, le Sénat demande au gouverneur en conseil de nommer le greffier du Sénat et greffier des Parlements conformément à la recommandation expresse du Sénat.

And on the motion in amendment of the Honourable Senator Saint-Germain, seconded by the Honourable Senator Housakos:

That the motion be not now adopted, but that it be amended by adding the following before the period:

“; and

That it be an instruction to the Standing Committee on Internal Economy, Budgets and Administration that it consider and recommend to the Senate, no later than the fifteenth day the Senate sits after the adoption of this motion, a process by which the Senate could submit to the Governor in Council its recommendation on the nomination of a person or list of persons with the skills and capacities required for the position of Clerk of the Senate and Clerk of the Parliaments”.—(*Honourable Senator Day*)

No. 357. (three)

June 14, 2018—Resuming debate on the motion of the Honourable Senator Housakos, seconded by the Honourable Senator Smith:

That, in light of the Government of Canada’s recent significant shift in its foreign policy relating to Iran, which does not reflect the Senate’s recent decision to reject the principles of Bill S-219, An Act to deter Iran-sponsored terrorism, incitement to hatred, and human rights violations, including an annual report of Iranian human rights violations, the Senate now:

- (a) strongly condemn the current regime in Iran for its ongoing sponsorship of terrorism around the world, including instigating violent attacks on the Gaza border;
- (b) condemn the recent statements made by Supreme Leader Ayatollah Ali Khamenei calling for genocide against the Jewish people;
- (c) call on the government to:
 - (i) abandon its current plan and immediately cease any and all negotiations or discussions with the Islamic Republic of Iran to restore diplomatic relations;
 - (ii) demand that the Iranian Regime immediately release all Canadians and Canadian permanent residents who are currently detained in Iran, including Maryam Mombeini, the widow of Professor Kavous Sayed-Emami, and Saeed Malekpour, who has been imprisoned since 2008; and
 - (iii) immediately designate the Islamic Revolutionary Guard Corps as a listed terrorist entity under the *Criminal Code* of Canada; and

Et sur la motion d’amendement de l’honorable sénatrice Saint-Germain, appuyée par l’honorable sénateur Housakos,

Que la motion ne soit pas maintenant adoptée, mais qu’elle soit modifiée par l’adjonction, immédiatement avant le point final, de ce qui suit :

« ;

Que le Sénat donne instruction au Comité permanent de la régie interne, des budgets et de l’administration d’étudier et de recommander au Sénat, au plus tard le quinzième jour de séance après l’adoption de cette motion, un processus par lequel le Sénat pourrait soumettre au gouverneur en conseil sa recommandation sur la nomination d’une personne ou d’une liste de personnes ayant les qualités et les compétences requises pour le poste de greffier du Sénat et greffier des Parlements ».—(*L’honorable sénateur Day*)

N° 357. (trois)

Le 14 juin 2018—Reprise du débat sur la motion de l’honorable sénateur Housakos, appuyée par l’honorable sénateur Smith,

Que, à la lumière du changement considérable que le gouvernement du Canada a récemment adopté à l’égard de sa politique étrangère concernant l’Iran, lequel changement ne reflète pas la récente décision du Sénat de rejeter les principes du projet de loi S-219, Loi visant à dissuader l’Iran de parrainer des actes constituant du terrorisme, de l’incitation à la haine et des violations des droits de la personne, qui prévoyait notamment l’établissement d’un rapport annuel sur les violations des droits de la personne commis par l’Iran, le Sénat :

- a) condamne fermement le régime iranien actuel parce qu’il continue de commanditer le terrorisme dans le monde entier et notamment de fomenter des attaques violentes à la frontière de Gaza;
- b) condamne les récentes déclarations du chef suprême, l’ayatollah Ali Khamenei, appelant au génocide contre le peuple juif;
- c) demande au gouvernement :
 - (i) d’abandonner son plan actuel et de cesser immédiatement toute négociation ou discussion avec la République islamique d’Iran en vue du rétablissement des relations diplomatiques;
 - (ii) d’exiger que le régime iranien libère immédiatement tous les Canadiens et les résidents permanents du Canada qui sont actuellement en détention en Iran, dont Maryam Mombeini, veuve du professeur Kavous Sayed-Emami, et Saeed Malekpour, qui est emprisonné depuis 2008;
 - (iii) d’inscrire immédiatement la Brigade des Gardiens de la révolution islamique dans la liste des entités terroristes établie en vertu du *Code criminel* du Canada;

(d) stand with the people of Iran and recognize that they, like all people, have a fundamental right to freedom of conscience and religion, freedom of thought, belief, opinion, and expression, including freedom of the press and other forms of communication, freedom of peaceful assembly, and freedom of association.—(*Honourable Senator Tkachuk*)

No. 358. (three)

June 14, 2018—Resuming debate on the motion of the Honourable Senator Eggleton, P.C., seconded by the Honourable Senator Mercer:

That the Senate urge the government to initiate consultations with the provinces, territories, Indigenous people, and other interested groups to develop an adequately funded national cost-shared universal nutrition program with the goal of ensuring healthy children and youth who, to that end, are educated in issues relating to nutrition and provided with a nutritious meal daily in a program with appropriate safeguards to ensure the independent oversight of food procurement, nutrition standards, and governance.—(*Honourable Senator Martin*)

No. 371. (one)

September 20, 2018—Resuming debate on the motion of the Honourable Senator Brazeau, seconded by the Honourable Senator Deacon (*Ontario*):

That the Senate urge the Government of Canada and the RCMP to address the issue of fraudulent “native” individuals and organizations selling fraudulent membership or status cards, a practice that is detrimental to the Indigenous peoples of Canada.—(*Honourable Senator Mercer*)

Inquiries

No. 8. (seven)

May 5, 2016—Resuming debate on the inquiry of the Honourable Senator Bellemare, calling the attention of the Senate to the Senate’s legislative work from the 24th to the 41st Parliament and on elements of evaluation.—(*Honourable Senator Andreychuk*)

No. 12. (eight)

May 18, 2016—Resuming debate on the inquiry of the Honourable Senator Seidman, calling the attention of the Senate to its role in the protection of regional and minority representation.—(*Honourable Senator Bellemare*)

(d) se tient solidaire du peuple iranien et reconnaît que, comme tous les autres peuples, il a un droit fondamental à la liberté de conscience et de religion, à la liberté de pensée, de croyance, d’opinion et d’expression, y compris la liberté de presse et d’autres formes de communication, à la liberté de réunion pacifique et à la liberté d’association.—(*L’honorable sénateur Tkachuk*)

N° 358. (trois)

Le 14 juin 2018—Reprise du débat sur la motion de l’honorable sénateur Eggleton, C.P., appuyée par l’honorable sénateur Mercer,

Que le Sénat encourage le gouvernement à entamer des consultations auprès des provinces, des territoires, des peuples autochtones et d’autres groupes intéressés afin d’élaborer un programme national et universel de nutrition adéquatement financé et à frais partagés, qui vise à garder les enfants et les jeunes en santé en leur enseignant des principes de nutrition et en leur fournissant un repas nutritif quotidiennement dans le cadre d’un programme assorti de mécanismes adéquats pour assurer une supervision indépendante de l’approvisionnement alimentaire, le respect des normes nutritionnelles et la gouvernance.—(*L’honorable sénatrice Martin*)

N° 371. (un)

Le 20 septembre 2018—Reprise du débat sur la motion de l’honorable sénateur Brazeau, appuyée par l’honorable sénatrice Deacon (*Ontario*),

Que le Sénat exhorte le gouvernement du Canada et la GRC à aborder la problématique d’individus et d’organisations frauduleux « autochtones » qui vendent des cartes frauduleuses de membre ou de statut, une pratique nuisible aux peuples autochtones du Canada.—(*L’honorable sénateur Mercer*)

Interpellations

N° 8. (sept)

Le 5 mai 2016—Reprise du débat sur l’interpellation de l’honorable sénatrice Bellemare, attirant l’attention du Sénat sur le travail législatif qu’a accompli le Sénat de la 24^e à la 41^e législature et concernant des éléments d’évaluation.—(*L’honorable sénatrice Andreychuk*)

N° 12. (huit)

Le 18 mai 2016—Reprise du débat sur l’interpellation de l’honorable sénatrice Seidman, attirant l’attention du Sénat sur son rôle de protection dans la représentation des régions et des minorités.—(*L’honorable sénatrice Bellemare*)

No. 20. (twelve)

February 14, 2017—Resuming debate on the inquiry of the Honourable Senator Tardif, calling the attention of the Senate to regional universities and the important role they play in Canada.—(*Honourable Senator Mercer*)

No. 24. (three)

May 16, 2017—Resuming debate on the inquiry of the Honourable Senator Wallin, calling the attention of the Senate to the proposal put forward by Senator Harder, titled “Sober Second Thinking”, which reviews the Senate’s performance since the appointment of independent senators, and recommends the creation of a Senate business committee.—(*Honourable Senator Cools*)

No. 26. (four)

May 30, 2017—Resuming debate on the inquiry of the Honourable Senator McPhedran, calling the attention of the Senate to the important opportunity we have to review our principles and procedures with a view to ensuring that the Senate has the strongest most effective policies and mechanisms possible to respond to complaints against senators of sexual or other kinds of harassment.—(*Honourable Senator Coyle*)

No. 28. (five)

June 21, 2017—Resuming debate on the inquiry of the Honourable Senator Bovey, calling the attention of the Senate to the crisis in Churchill, Manitoba.—(*Honourable Senator Mercer*)

No. 36.

February 27, 2018—Resuming debate on the inquiry of the Honourable Senator Bellemare, calling the attention of the Senate to the challenges of literacy and essential skills for the 21st century in Canada, the provinces and the territories.—(*Honourable Senator Cormier*)

No. 39. (one)

May 1, 2018—Resuming debate on the inquiry of the Honourable Senator Bernard, calling the attention of the Senate to anti-black racism.—(*Honourable Senator Lankin, P.C.*)

No. 40. (six)

March 29, 2018—Resuming debate on the inquiry of the Honourable Senator Poirier, calling the attention of the Senate to the ongoing challenges faced by seasonal workers in New Brunswick.—(*Honourable Senator Ringuette*)

N° 20. (douze)

Le 14 février 2017—Reprise du débat sur l’interpellation de l’honorable sénatrice Tardif, attirant l’attention du Sénat sur les universités régionales et leur importance pour le Canada.—(*L’honorable sénateur Mercer*)

N° 24. (trois)

Le 16 mai 2017—Reprise du débat sur l’interpellation de l’honorable sénatrice Wallin, attirant l’attention du Sénat sur la proposition du sénateur Harder, intitulée « Second examen objectif », qui passe en revue le rendement du Sénat depuis la nomination des sénateurs indépendants et qui recommande la création d’un nouveau comité des travaux du Sénat.—(*L’honorable sénatrice Cools*)

N° 26. (quatre)

Le 30 mai 2017—Reprise du débat sur l’interpellation de l’honorable sénatrice McPhedran, attirant l’attention du Sénat sur l’importante occasion qui nous est offerte de revoir nos principes et procédures pour que le Sénat ait les politiques et mécanismes les plus solides et les plus efficaces possible pour répondre aux plaintes contre les sénateurs et sénatrices en matière de harcèlement sexuel ou d’autres formes de harcèlement.—(*L’honorable sénatrice Coyle*)

N° 28. (cinq)

Le 21 juin 2017—Reprise du débat sur l’interpellation de l’honorable sénatrice Bovey, attirant l’attention du Sénat sur les crises qui sévissent à Churchill au Manitoba.—(*L’honorable sénateur Mercer*)

N° 36.

Le 27 février 2018—Reprise du débat sur l’interpellation de l’honorable sénatrice Bellemare, attirant l’attention du Sénat sur les défis de la littératie et des compétences essentielles au 21^e siècle pour le Canada, les provinces et les territoires.—(*L’honorable sénateur Cormier*)

N° 39. (un)

Le 1^{er} mai 2018—Reprise du débat sur l’interpellation de l’honorable sénatrice Bernard, attirant l’attention du Sénat sur le racisme anti-Noirs.—(*L’honorable sénatrice Lankin, C.P.*)

N° 40. (six)

Le 29 mars 2018—Reprise du débat sur l’interpellation de l’honorable sénatrice Poirier, attirant l’attention du Sénat sur les défis continus auxquels font face les travailleurs saisonniers au Nouveau-Brunswick.—(*L’honorable sénatrice Ringuette*)

No. 42. (thirteen)

May 8, 2018—Resuming debate on the inquiry of the Honourable Senator Cools, calling the attention of the Senate to the great nation-building authors of Canada and their constituting statute, the *British North America Act, 1867*, and to this Act's single conceptual and comprehensive framework expressed in its section 91, in the words "It shall be lawful for the Queen to make Laws for the Peace, Order and good Government of Canada;" and to Lord Durham, the British Whig diplomat-politician, who was commissioned to British North America to examine and report on the political problems of the still British North American Provinces, and to his famous 1839 Report, The Report on the Affairs of British North America from the Earl of Durham, Her Majesty's High Commissioner and Governor General of British North America 1839, which ground-breaking Report boldly recommended responsible government for Upper Canada, Lower Canada, and the Maritime Provinces.—(*Honourable Senator Martin*)

No. 43. (seven)

May 29, 2018—Resuming debate on the inquiry of the Honourable Senator Cools, calling the attention of the Senate to the great nation-building authors of Canada and their constituting statute, the *British North America Act, 1867*, and to this Act's single conceptual and comprehensive framework expressed in its section 91, in the words "It shall be lawful for the Queen to make Laws for the Peace, Order and good Government of Canada;" and, to the meeting of the British North American Provinces' delegates at their Quebec Conference, held October 10 to 25, 1864, which conference yielded the famous 72 Quebec Resolutions, which, when corrected and perfected, became the *British North America Act, 1867*; and to Canada's first Prime Minister, John A. Macdonald, who, with his clear, well-stocked mind, his exceptional skills, and his political intelligence was key to the achievement, success and longevity of our Constitution, the *British North America Act, 1867*, which has now lasted 150 years, a long time in constitution time.—(*Honourable Senator Martin*)

No. 44. (three)

May 1, 2018—Resuming debate on the inquiry of the Honourable Senator Wallin, calling the attention of the Senate to the Silver Alert concept, which mirrors the successful AMBER Alert system, and which is focused on helping the more than 700,000 Canadians living with dementia or Alzheimer's and their families and caregivers and is aimed at helping to locate missing cognitively impaired adults.—(*Honourable Senator Bernard*)

N° 42. (treize)

Le 8 mai 2018—Reprise du débat sur l'interpellation de l'honorable sénatrice Cools, attirant l'attention du Sénat sur les grands fondateurs de la nation et leur acte constitutif, à savoir l'*Acte de l'Amérique du Nord britannique de 1867*, ainsi que sur le cadre conceptuel et exhaustif unique de cet Acte, exprimé à l'article 91 en ces mots : « [i]l sera loisible à la Reine [...] de faire des lois pour la paix, l'ordre et le bon gouvernement du Canada »; sur lord Durham, le politicien-diplomate britannique whig qui a été envoyé dans l'Amérique du Nord britannique pour examiner, en vue d'en faire rapport, les problèmes politiques assaillant les provinces nord-américaines toujours britanniques et sur son célèbre et révolutionnaire rapport de 1839, Rapport de lord Durham, haut-commissaire de Sa Majesté et gouverneur général de l'Amérique du Nord britannique, sur les affaires de l'Amérique du Nord britannique [traduction], dans lequel il recommandait avec audace la mise en place de gouvernements responsables dans le Haut-Canada, le Bas-Canada et les provinces maritimes.—(*L'honorable sénatrice Martin*)

N° 43. (sept)

Le 29 mai 2018—Reprise du débat sur l'interpellation de l'honorable sénatrice Cools, attirant l'attention du Sénat sur les grands fondateurs de la nation et leur acte constitutif, à savoir l'*Acte de l'Amérique du Nord britannique de 1867*, ainsi que sur le cadre conceptuel et exhaustif unique de cet Acte, exprimé à l'article 91 en ces mots : « [i]l sera loisible à la Reine [...] de faire des lois pour la paix, l'ordre et le bon gouvernement du Canada »; sur leur Conférence de Québec tenue du 10 au 25 octobre 1864, où s'étaient réunis les délégués des provinces de l'Amérique du Nord britannique et d'où découlèrent les célèbres 72 Résolutions de Québec qui, après quelques corrections et mises au point, ont formé l'*Acte de l'Amérique du Nord britannique de 1867*; sur le premier premier ministre du Canada, John A. Macdonald, qui, grâce à son esprit sain et perspicace, à ses aptitudes exceptionnelles et à son intelligence politique, a joué un rôle de premier ordre dans la réalisation, la réussite et la longévité de notre Constitution, à savoir l'*Acte de l'Amérique du Nord britannique de 1867*, en vigueur depuis maintenant 150 ans, une longue période pour une constitution.—(*L'honorable sénatrice Martin*)

N° 44. (trois)

Le 1^{er} mai 2018—Reprise du débat sur l'interpellation de l'honorable sénatrice Wallin, attirant l'attention du Sénat sur le concept d'alerte Silver, qui reprend les éléments du système d'alerte AMBER — dont l'efficacité a déjà été démontrée — afin d'aider les 700 000 Canadiens atteints de démence, y compris de la maladie d'Alzheimer, ainsi que leurs proches et fournisseurs de soins, permettant ainsi de retrouver les adultes atteints de déficience cognitive portés disparus.—(*L'honorable sénatrice Bernard*)

No. 46. (five)

June 5, 2018—Resuming debate on the inquiry of the Honourable Senator Wallin, calling the attention of the Senate to the constitutionality of the Canada Summer Jobs attestation, which was implemented by the Government of Canada for the 2018 program.—(*Honourable Senator Joyal, P.C.*)

N° 46. (cinq)

Le 5 juin 2018—Reprise du débat sur l'interpellation de l'honorable sénatrice Wallin, attirant l'attention du Sénat sur la constitutionnalité de l'attestation exigée par le gouvernement du Canada pour le programme Emplois d'été Canada de 2018.—(*L'honorable sénateur Joyal, C.P.*)

Other

Nil

Autres Affaires

Aucune

NOTICE PAPER

MOTIONS

No. 374. (one)

By the Honourable Senator Black (Alberta):

September 20, 2018—That the Standing Senate Committee on Banking, Trade and Commerce be authorized to examine and report on the potential benefits and challenges of open banking for Canadian financial services consumers, with specific focus on the federal government's regulatory role.

That the committee submit its final report no later than February 22, 2019, and that the committee retain all powers necessary to publicize its findings until 180 days after the tabling of the final report.

INQUIRIES

No. 45. (thirteen)

By the Honourable Senator Martin:

May 8, 2018—That she will call the attention of the Senate to the career of the Honourable Senator Raine.

No. 47. (five)

By the Honourable Senator Wetston:

June 5, 2018—That he will call the attention of the Senate to beneficial ownership transparency.

No. 48. (five)

By the Honourable Senator Cools:

June 7, 2018—That she will call the attention of the Senate to the powers and duties of the Auditor General of Canada, the officer authorized by the *1977 Auditor General Act* to be “the auditor of the accounts of Canada,” which officer and office was first constituted in 1878 by the statute *An Act to Provide for the Better Auditing of the Public Accounts*; and to the June 2015 *Report of the Auditor General of Canada to the Senate of Canada* on Senators' Expenses, which Report failed to clearly express and identify the specific statutory powers of the *Auditor General Act* on which the Auditor General himself relied as the appropriate legal authority for his 2013 to 2015 audit examination of the Senate and senators expenses.

FEUILLETON DES PRÉAVIS

MOTIONS

N° 374. (un)

Par l'honorable sénateur Black (Alberta) :

Le 20 septembre 2018—Que le Comité sénatorial permanent des banques et du commerce soit autorisé à examiner, pour en faire rapport, les avantages et les défis éventuels inhérents au système bancaire ouvert pour les consommateurs canadiens de services financiers, en mettant l'accent sur le rôle réglementaire du gouvernement fédéral.

Que le Comité présente son rapport final au plus tard le 22 février 2019 et qu'il conserve tous les pouvoirs nécessaires pour diffuser ses conclusions pendant 180 jours suivant le dépôt du rapport final.

INTERPELLATIONS

N° 45. (treize)

Par l'honorable sénatrice Martin :

Le 8 mai 2018—Qu'elle attirera l'attention du Sénat sur la carrière de l'honorable sénatrice Raine.

N° 47. (cinq)

Par l'honorable sénateur Wetston :

Le 5 juin 2018—Qu'il attirera l'attention du Sénat sur la transparence de la propriété effective.

N° 48. (cinq)

Par l'honorable sénatrice Cools :

Le 7 juin 2018—Qu'elle attirera l'attention du Sénat sur les attributions du vérificateur général du Canada, agent autorisé par la *Loi sur le vérificateur général de 1977* à être « le vérificateur des comptes du Canada », dont le poste et le bureau ont été constitués en 1878 par la loi intitulée *Acte pour pourvoir à la meilleure audition des comptes publics*; et sur le *Rapport du vérificateur général du Canada au Sénat du Canada* de juin 2015 sur les dépenses des sénateurs, rapport dans lequel il n'est nullement fait mention des pouvoirs législatifs précis de la *Loi sur le vérificateur général* sur lesquels le vérificateur général s'est lui-même appuyé pour justifier son examen de 2013 à 2015 du Sénat et des dépenses des sénateurs.

No. 50. (four)**By the Honourable Senator Cools:**

June 11, 2018—That she will call the attention of the Senate to the powers and duties of the Auditor General of Canada, the officer authorized by the *1977 Auditor General Act* to be “the auditor of the accounts of Canada,” which officer and office were first constituted in 1878 by the statute *An Act to Provide for the Better Auditing of the Public Accounts*; and to the renewed *1977 Auditor General Act* and its section 7(2) which says “Each Report of the Auditor General under subsection (1) shall call attention to anything that he considers to be of significance and of a nature that should be brought to the attention of the House of Commons, including any cases in which he has observed that,” as prescribed by 7(2)(d), which says “money has been expended without due regard for economy or efficiency,” which power has been described as the *value for money power*, which power had the effect of moving the Auditor General out of his traditional quantitative bean-counting accounting role, into the more subjective and qualitative public policy judgement role.

No. 51. (four)**By the Honourable Senator Cools:**

June 11, 2018—That she will call the attention of the Senate to the powers and duties of the Auditor General of Canada, the officer authorized by the *1977 Auditor General Act* to be “the auditor of the accounts of Canada,” which officer and office were first constituted in the 1878 statute *An Act to Provide for the Better Auditing of the Public Accounts*; and to the seminal *1865 British Public Accounts Committee Report*, wherein the Secretary of the British Board of Audit explained the limited function and scope of audit, and the intention of audit, which is to inform the House of Commons members on the actual and proper use of the moneys appropriated by their House to meet the public expenditure and the public finance.

No. 52. (three)**By the Honourable Senator McCallum:**

June 18, 2018—That she will call the attention of the Senate to the importance of preserving the Independent Assessment Process (IAP) records of those Indian Residential School survivors who claimed compensation for historic physical and sexual abuse, pursuant to the 2006 Indian Residential Schools Settlement Agreement (IRSSA).

No. 53. (three)**By the Honourable Senator Martin:**

June 19, 2018—That she will call the attention of the Senate to the career of the Honourable Senator Unger.

N° 50. (quatre)**Par l’honorable sénatrice Cools :**

Le 11 juin 2018—Qu’elle attirera l’attention du Sénat sur les attributions du vérificateur général du Canada, agent autorisé par la *Loi sur le vérificateur général de 1977* à être « le vérificateur des comptes du Canada », dont le poste et le bureau ont été constitués en 1878 par la loi intitulée *Acte pour pourvoir à la meilleure audition des comptes publics*; et sur la *Loi sur le vérificateur général de 1977* et son paragraphe 7(2), qui prévoit que « [d]ans le rapport mentionné au paragraphe (1), le vérificateur général signale tout sujet qui, à son avis, est important et doit être porté à l’attention de la Chambre des communes, notamment les cas où il a constaté que », selon l’alinéa 7(2)d, « des sommes d’argent ont été dépensées sans égard à l’économie ou à l’efficacité ». Cette disposition porte sur ce qu’on appelle le pouvoir d’*optimisation des ressources*, pouvoir qui a amené le vérificateur général à délaisser son rôle traditionnel lié à la comptabilité quantitative pour adopter un rôle plus subjectif et qualitatif d’appréciation des politiques publiques.

N° 51. (quatre)**Par l’honorable sénatrice Cools :**

Le 11 juin 2018—Qu’elle attirera l’attention du Sénat sur les attributions du vérificateur général du Canada, agent autorisé par la *Loi sur le vérificateur général de 1977* à être « le vérificateur des comptes du Canada », dont le poste et le bureau ont été constitués en 1878 par la loi intitulée *Acte pour pourvoir à la meilleure audition des comptes publics*; et sur le rapport marquant du comité des comptes publics de la Chambre des communes britannique, rédigé en 1865, dans lequel le secrétaire du Bureau d’audition britannique explique la fonction et la portée de la vérification, de même que son objet, qui est de renseigner les députés de la Chambre des communes au sujet de l’utilisation effective et appropriée des sommes d’argent affectées par leur Chambre aux dépenses et aux finances publiques.

N° 52. (trois)**Par l’honorable sénatrice McCallum :**

Le 18 juin 2018—Qu’elle attirera l’attention du Sénat sur l’importance de conserver les dossiers du Processus d’évaluation indépendant (PEI) des survivants des pensionnats indiens qui ont fait une réclamation concernant de l’abus physique et sexuel historiques, conformément à la Convention de règlement relative aux pensionnats indiens de 2006 (CRRPI).

N° 53. (trois)**Par l’honorable sénatrice Martin :**

Le 19 juin 2018—Qu’elle attirera l’attention du Sénat sur la carrière de l’honorable sénatrice Unger.

For Friday, September 28, 2018**No. 54.****By the Honourable Senator Manning:**

September 26, 2018—That he will call the attention of the Senate to the life of Nevaeh Denine.

WRITTEN QUESTIONS

Pursuant to rule 4-10(1), all unanswered questions appear in the printed edition of the Order Paper and Notice Paper of the first sitting day of each week and in the electronic version of the Order Paper and Notice Paper of each sitting day. The electronic version is available at www.parl.gc.ca.

Pour le vendredi 28 septembre 2018**N° 54.****Par l'honorable sénateur Manning :**

Le 26 septembre 2018—Qu'il attirera l'attention du Sénat sur la vie de Nevaeh Denine.

QUESTIONS ÉCRITES

Conformément à l'article 4-10(1) du Règlement, toutes les questions qui n'ont pas encore reçu de réponse figureront dans la version imprimée du Feuilleton et Feuilleton des préavis le premier jour de séance de chaque semaine et dans la version électronique du Feuilleton et Feuilleton des préavis chaque jour de séance. La version électronique est disponible dans le site www.parl.gc.ca.